



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'Intégration

Coopérations européennes dans le domaine de la jeunesse

Evaluation du cycle actuel du cadre de coopération
européenne dans le domaine de la jeunesse

Méthode ouverte de coordination

Priorité : Pour une meilleure compréhension et une
connaissance accrue de la jeunesse

Rapport à l'intention de la Commission Européenne

Luxembourg

Novembre 2008

L'auteur de ce rapport est le Ministère de la Famille et de l'Intégration, en collaboration avec le Service National de la Jeunesse, l'Université du Luxembourg et la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise.

Inhaltsverzeichnis

A.	Introduction	1
B.	L'évaluation du cycle actuel du cadre de coopération européenne dans le domaine de la jeunesse.	4
1.	Evaluation du 1er cycle de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse – accomplissements et difficultés. (Q1)	4
2.	Comment le cadre européen de coopération a-t-il permis, au niveau national, des progrès vers les objectifs fixés ? (Q2)	6
3.	Dans quelle mesure les instruments principaux du cadre européen de coopération dans le domaine de la jeunesse sont-ils appropriés ? Quelles en sont les faiblesses éventuelles ? (Q3).....	8
4.	Quels défis que les jeunes auront à affronter à l'avenir doivent être pris en compte par la politique de la jeunesse dans les années à venir? (Q4) Quels ont sont les défis qui doivent être traités au niveau européen ? Quelles pourraient être les priorités pour un prochain cycle du cadre de coopération européenne dans le domaine de la jeunesse ? (Q5) Quelles améliorations peuvent être apportées aux instruments du cadre de coopération européenne dans le domaine de la jeunesse ? (Q6)	9
C.	Bericht zur Umsetzung der Ziele zur Priorität „Die Jugend besser verstehen und mehr über sie erfahren“	12
1.	Einleitung.....	12
2.	Nationale Situation zum Zeitpunkt der Annahme der gemeinsamen Zielsetzungen	14
2.1	Rechtsgrundlage	14
2.2	Hauptakteure.....	15
2.3	Zentrale Strukturen	21
2.4	Forschungsmethoden und Konzepte.....	22
3.	Umsetzung von Maßnahmen, die den Wissensstand im Jugendbereich feststellen, ergänzen und aktualisieren	24

3.1	Neue Rechtsgrundlage	24
3.2	Neue Akteure und erweiterte Strukturen	26
3.3	Aktionslinie: Erfassung und Aufbereitung des Wissens über Jugend.....	28
3.4	Aktionslinie: Ergänzung und Aktualisierung des Wissens über Jugend	37
3.4	Aktionslinie: Erleichterung des Zugangs zum Wissen über Jugend und Gewährleistung der Benutzerfreundlichkeit der entsprechenden Informationen	48
4.	Instrumente und Methoden in der Jugendforschung	50
4.1	Aktionslinie: Entwicklung geeigneter Instrumente und Methoden	50
4.2	Aktionslinie: Förderung der Aus- und Weiterbildung von Jugendforschern und - experten	54
5.	Austausch und strukturierter Dialog	56
5.1	Aktionslinie: Entwicklung und Ausbau nationaler Netzwerke.....	56
5.2	Aktionslinie: Diskussion zu zukünftigen Bedürfnissen und Festlegung von neuen Prioritäten und Methoden	59
5.3	Aktionslinie: Sektorübergreifende Zusammenarbeit, Austausch und Dialog durch Konferenzen, Seminare und Veranstaltungen	60
6.	Bewertung der Instrumente EKCYP und EUNYK	64
7.	Herausforderungen bei der Umsetzung der gemeinsamen Zielsetzungen	65
7.1	Herausforderungen bei Ziel 1 und 2	65
7.2	Herausforderungen bei Ziel 3	68
7.3	Herausforderungen bei Ziel 4	69

A. Introduction

Les politiques européennes de la jeunesse arriveront durant l'année 2009 à un tournant important. En juin 2002, les ministres européens de la jeunesse adoptèrent une résolution instituant un cadre européen de coopération dans le domaine de la jeunesse. Celui-ci comporte deux grands piliers.

Le premier de ces piliers fut la méthode ouverte de coordination dans le domaine de la jeunesse qui, avec ces 14 objectifs politiques communs répartis parmi quatre grandes priorités – participation des jeunes, information des jeunes, activités volontaires des jeunes, connaissance et compréhension accrues des jeunes – devait permettre aux Etats-Membres de l'Union Européenne de progresser de manière concertée dans leurs politiques de jeunesse nationales. Les ministres européens de la jeunesse s'engagèrent alors à informer de manière régulière la commission européenne des progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs communs.

Le présent rapport, dans sa partie C, retrace la situation luxembourgeoise pour ce qui est de la dernière grande priorité, celle d'une meilleure connaissance et d'une compréhension accrue des jeunes¹. On trouvera dans le rapport une description des structures qui interviennent dans la recherche concernant les jeunes au Luxembourg, ceci aussi à la lumière de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse qui instaure une architecture particulière dont le but est de créer un dialogue structuré entre politique de la jeunesse, recherche concernant les jeunes et société civile. L'accord de collaboration entre l'Université du Luxembourg et le Ministère de la Famille et de l'Intégration joue un rôle important dans cette architecture. Le rapport fait également le point sur les études menées dans le courant des dernières années sur la situation des jeunes tout en montrant quelles sont encore les lacunes à combler dans les connaissances que nous avons du monde de la jeunesse.

Le deuxième pilier du cadre de coopération établi en juin 2002 était celui d'une meilleure prise en compte horizontale des questions touchant les jeunes. En effet, de nombreux domaines

¹ Des rapports sur la mise en œuvre des 3 autres priorités – participation des jeunes, information des jeunes et activités volontaires des jeunes – furent établis en 2005 et 2006.

politiques ont des conséquences directes pour les jeunes et il est important de garantir la prise en compte des intérêts des jeunes dans toutes les questions les touchant, pour garantir une cohérence de l'action gouvernementale envers les jeunes.

En 2005, sous présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, fut adopté un troisième pilier de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse, le Pacte Européen pour la Jeunesse. Ce pacte, partant d'un constat de fragilisation des jeunes au sein de notre société et du danger de cette fragilisation pour l'avenir de notre société, proposa aux Etat Membres de prendre des mesures dans les domaines de l'emploi, de la cohésion sociale, de l'éducation, de la formation, de la mobilité ainsi que de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

Ce pacte fut intégré dans la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne de manière à ce que les plans nationaux de réforme, établis au Luxembourg sous la responsabilité du Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur, comprennent les mesures prises pour les jeunes par les différents départements concernés.

En mai 2007 enfin, les ministres européens de la jeunesse ont exprimé leur intention de soumettre à une évaluation le cadre européen de coopération dans le domaine de la jeunesse – méthode ouverte de coordination, prise en compte horizontale des questions touchant les jeunes et pacte européen pour la jeunesse – durant l'année 2009. La partie B de ce rapport exprime ainsi les positions luxembourgeoises sur le fonctionnement de ce cadre de coopération et contient des propositions d'améliorations là où elles sont nécessaires. L'analyse menée est globalement positive mais sont identifiés les points qui méritent une attention accrue à l'avenir, comme la prise en compte horizontale de la politique de la jeunesse, le degré relativement faible de formalisation du secteur jeunesse, la charge administrative du processus de reporting.

Le rapport fut établi par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, responsable pour la formulation et la coordination de la politique à mener envers et avec les jeunes. Dans un souci d'implication des acteurs centraux du champ de la jeunesse, le Service National de la jeunesse, responsable de l'exécution et de la mise en œuvre de la politique jeunesse, l'Université du Luxembourg, pour ses activités de recherche dans le domaine de la jeunesse et la Conférence

Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise, organe représentatif des organisations de jeunesse luxembourgeoises, collaborèrent à l'élaboration du rapport.

B. L'évaluation du cycle actuel du cadre de coopération européenne dans le domaine de la jeunesse.

1. Evaluation du 1er cycle de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse – accomplissements et difficultés. (Q1)

La politique jeunesse a su démontrer qu'elle avait des apports intéressants à faire, que ce soit dans le cadre de son objectif premier de répondre aux besoins constatés par le livre blanc ou plus récemment pour contribuer aux objectifs de la nouvelle stratégie de Lisbonne. Les structures mises en place par les politiques de jeunesse ont affiché leur volonté et leur compétence à s'approprier les grands sujets et préoccupations européens tels que la globalisation, l'évolution démographique, la mobilité, l'intégration et l'environnement. Le secteur jeunesse a su convaincre à travers sa capacité à mobiliser ses réseaux associatifs, grâce à ses compétences en matière d'éducation non-formelle et à sa capacité à s'adresser aux jeunes et particulièrement aussi aux jeunes défavorisés. Cette contribution de la part de la politique jeunesse est évidemment très liée au niveau national et aux structures de la politique de jeunesse mises en place dans chaque Etat-Membre, mais la flexibilité de la mise en œuvre a permis à chaque EM de se situer par rapport aux objectifs déclarés et de faire en sorte qu'un cadre pour une politique de la jeunesse soit tracé et qu'elle gagne en visibilité.

La MOC a ainsi certainement permis au secteur jeunesse de contribuer activement aux discussions autour de la stratégie de Lisbonne avec en premier lieu le pacte de la jeunesse et les réponses à apporter aux grands défis, tels que

- l'emploi des jeunes, notamment les transitions de école au travail, avec des situations de précarité et des risques d'exclusion,
- les questions liées aux systèmes scolaires, avec des taux de réussite scolaire bien trop bas, liés trop souvent plus à l'origine sociale qu'à la capacité intellectuelle de l'élève,
- les aspects de conciliation vie familiale et vie professionnelle,

De même les réponses que le secteur jeunesse est à même d'apporter aux questions de citoyenneté, d'engagement bénévole et volontaire, de citoyenneté européenne connaissent actuellement une plus grande visibilité, à cause notamment de la réticence des jeunes à accepter le traité européen.

Ces aspects ont été bien mis en exergue par la Commission européenne dans sa Communication « Promouvoir la pleine participation des jeunes à l'éducation, à l'emploi et à la société ». et sans nul doute les acquis et réalisations des dernières années dans le secteur jeunesse trouveront leur impact dans le développement d'un nouvel agenda social pour l'Europe.

Il reste néanmoins que les points forts sont aussi à l'origine des points faibles du secteur jeunesse. Une approche politique qui se veut à l'écoute des jeunes et de leurs besoins, avec ses priorités de participation et d'intégration des jeunes, préconisant des méthodes d'éducation non formelle avec des partenaires associatifs, très proches du niveau local, est par la force des choses souvent peu formalisée, très enclin à favoriser le court terme dans son action. A l'inverse de l'éducation formelle, qui repose sur des systèmes d'enseignement et structures scolaires très hiérarchisés, le secteur jeunesse ne connaît que peu de hiérarchisation et de structuration formelle. Ceci est certainement vrai au niveau national, et bien plus encore au niveau européen, au vu des grandes disparités nationales à prendre en considération.

Pour que dans le long terme la politique jeunesse et à travers elle les jeunes et leurs aspirations puissent bénéficier d'une meilleure prise en compte, il y a lieu d'un côté de préserver les points forts de la politique jeunesse, mais d'un autre côté de développer le cadre structurel et institutionnel en créant des structures et acteurs ayant des missions, des identités et des rôles bien définis. Un tel cadre formel permettra que nous devenions un partenaire pour d'autres politiques sectorielles et facilitera la création des procédures et mécanismes de collaboration européenne entre Etats Membres comme par exemple la méthode ouverte de coordination.

La prise en compte de la politique de la jeunesse dans les autres politiques européennes reste sans doute celui des 3 piliers où les avancées européennes ont été les moins marquées. Or ce domaine et la manière dont la politique de jeunesse est prise en compte a des répercussions sur le niveau national et peut influencer favorablement la façon dont cette transversalité peut être mise en

œuvre dans les Etat-membres. A l'avenir, il faut peut-être réfléchir à des modèles pour permettre cette prise en compte de la transversalité au Conseil. Différents modèles ont été tentés durant les dernières années (« contribution du groupe jeunesse au comité/ groupe de... » par exemple). L'idée la plus prometteuse nous semble être que s'il existe des domaines politiques divers qui touchent à la jeunesse, le secteur jeunesse a comme compétence particulière la consultation des jeunes et de leurs organisations. C'est sans doute dans cette direction qu'il faut avancer. Le secteur jeunesse peut en quelque sorte jouer l'intermédiaire entre les différents domaines politiques lorsque ceux-ci traitent de question touchant la jeunesse et les jeunes eux-mêmes.

Une autre difficulté dans le cadre actuel de la politique de jeunesse réside dans le système de reporting. Bien que nous ne soyons pas des défenseurs d'un système d'indicateurs quantitatifs pour la politique de la jeunesse, il faut reconnaître que dans un domaine essentiellement qualitatif comme celui de la politique de la jeunesse, le lien entre le reporting et la qualité effective de la mise en œuvre d'objectifs européens n'est évident. Un rapport national faible peut cacher une mise en œuvre excellente de la même manière qu'un reporting très élaboré peut cacher une mise en œuvre pauvre. De plus, les liens entre la mise en œuvre de programmes et la mesure dans laquelle ces programmes atteignent leurs objectifs restent obscurs. Cela pose bien sûr la question de l'évaluation des politiques publiques, question jusqu'ici absente de la méthode ouverte de coordination dans le domaine de la jeunesse.

Par ailleurs, il faut reconnaître le poids du système de reporting. Celui-ci ne concerne pas seulement la méthode ouverte de coordination et les stratégies nationales de réforme où la politique de la jeunesse est directement touchée, mais aussi de multiples autres domaines et processus. Ce poids du reporting tend à décrédibiliser toute la démarche auprès des décideurs politiques autant que des responsables dans l'administration publique.

2. Comment le cadre européen de coopération a-t-il permis, au niveau national, des progrès vers les objectifs fixés ? (Q2)

La méthode ouverte de coordination européenne a certainement réussi à influencer à travers ses priorités et objectifs la politique jeunesse du Luxembourg. De même le Pacte pour la Jeunesse a

facilité au Luxembourg la prise en compte du secteur jeunesse comme un partenaire intéressant, surtout par sa capacité de faciliter le dialogue entre les décideurs politiques, les jeunes et leurs organisations.

Le Luxembourg a largement tenu compte des résolutions du Conseil et des communications de la Commission européenne lors de l'élaboration et de la révision du cadre législatif concernant la politique jeunesse. Ainsi toutes les discussions autour de ce travail législatif se sont faites en dialogue aussi bien avec les associations de jeunesse qu'avec les chercheurs jeunesse.

Au Luxembourg, les sujets de la politique jeunesse des dernières années ont énormément profité au secteur jeunesse. Celui-ci a pris une toute autre dimension politique, laissant derrière lui une vision limitant le secteur jeunesse aux loisirs des enfants et des jeunes pour devenir un acteur des politiques de cohésion sociale. Ainsi les mesures proposées par le secteur jeunesse ont été à chaque fois reprises dans les plans nationaux de réforme. De plus en plus souvent, le secteur jeunesse est consulté par d'autres secteurs politiques aussi bien au niveau interministériel qu'au niveau associatif avec ses capacités d'approcher les jeunes en dehors du cadre scolaire. Cette évolution a d'ailleurs permis d'adopter au Luxembourg la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, qui préconise une structuration plus forte du secteur jeunesse, intégrant la recherche jeunesse, introduisant les structures qui seront à la base du dialogue « structuré » avec les jeunes, de même que les structures permettant l'élaboration d'une politique jeunesse intersectorielle et transversale. La nouvelle loi sur la jeunesse donne une assise plus forte et plus large à la politique jeunesse future.

En somme, c'est un bilan très positif sur les répercussions de la MOC européenne sur la politique jeunesse nationale.

3. Dans quelle mesure les instruments principaux du cadre européen de coopération dans le domaine de la jeunesse sont-ils appropriés ? Quelles en sont les faiblesses éventuelles ? (Q3)

A travers les objectifs et les priorités de la MOC nous avons réussi à créer un débat politique ciblé entre les Etats-membres. Nous avons mis en exergue l'importance de la recherche jeunesse et d'une consultation permanente des jeunes et nous avons réussi à élaborer des structures (EKCYF, EUNYK, Youth event, Réunion des Directeurs Généraux, rapport européen sur la jeunesse). Il n'y a aucun doute que cette mise en place constitue une véritable avancée pour la politique jeunesse en général, tout aussi bien qu'une incitation importante pour la mise en place de structures similaires au niveau national. Cette étape a été un franc succès, qui, comme toujours a nécessité un certain temps et n'est pas encore arrivé à son terme. Nous arrivons aussi à un point où nous arrivons à mieux planifier le calendrier des discussions.

Force est cependant de constater qu'actuellement la gestion de la discussion, se fait un peu au gré des présidences et dans le court terme, même si le système des présidences communes a amélioré cet état par une meilleure coordination.

La prochaine étape qui s'impose est d'arriver à un niveau qui garantit le développement durable dans le cadre politique actuel.

Il serait avantageux de mieux définir les procédures du jeu institutionnel et du dialogue structuré. Qui intervient à quel moment, à quel niveau pour faire quoi dans le cadre de l'approche d'une thématique (objectif, priorité) de la politique jeunesse. Si dans la pratique un tel cadre procédural se dessine, il n'est cependant pas assez visible et donc pas assez compréhensible. Or une bonne compréhension des mécanismes de consultation et de leurs répercussions politiques est extrêmement importante si le dialogue structuré se veut être la base même sur laquelle repose la politique jeunesse. Ce n'est qu'ainsi par exemple qu'une politique de jeunesse transversale et bottom/up pourrait être réalisée en mettant en place une consultation permanente des jeunes, de la société civile du secteur jeunesse ainsi que des chercheurs. Un cadre procédural plus explicite donnerait une autre visibilité à la politique jeunesse, une identité plus claire aux différents intervenants et à leurs rôles, leurs compétences, leurs limites, en un mot il faut définir la structure du dialogue »structuré« .

Les priorités futures dans le cadre de la mise en œuvre de la MOC devraient tenir compte de ces préoccupations et notamment garantir que les consultations européennes et nationales coïncident mieux et se fassent dans une certaine complémentarité, que le calendrier soit organisé de façon à permettre un suivi raisonnable des procédures par les jeunes, et enfin que le travail des chercheurs soit mieux intégré.

4. Quels défis que les jeunes auront à affronter à l'avenir doivent être pris en compte par la politique de la jeunesse dans les années à venir? (Q4) Quels sont les défis qui doivent être traités au niveau européen? Quelles pourraient être les priorités pour un prochain cycle du cadre de coopération européenne dans le domaine de la jeunesse? (Q5) Quelles améliorations peuvent être apportées aux instruments du cadre de coopération européenne dans le domaine de la jeunesse? (Q6)

Les jeunes en particulier sont confrontés à un monde en pleine évolution et à des défis énormes. L'Europe se construit dans le cadre d'une mondialisation des économies, mais aussi d'autres préoccupations telles que le changement climatique, la raréfaction des matières premières, le terrorisme, et doit apporter ses réponses et contributions spécifiques qui tiennent compte notamment de l'évolution de sa population, de sa structure politique et de sa diversité culturelle. Ainsi les jeunes à travers leur éducation devront être capables de contribuer activement à une démocratie complexe et marquée par de multiples niveaux de représentation, bénéficier des compétences linguistiques et culturelles nécessaires à la mobilité transnationale, mais aussi nécessaires pour accueillir de nouvelles populations migrantes et ainsi garantir des mécanismes d'intégration et de cohésion sociale à travers un engagement actif, citoyen et bénévole.

Certaines de ces compétences pourront être acquises à travers le système scolaire traditionnel.

Mais il faut constater premièrement que le système scolaire actuel est souvent un facteur d'exclusion pour les couches sociales plus défavorisées et qu'il y a une inégalité des chances assez bien documentée par les statistiques. Il est aussi un fait que l'éducation ne pourra pas préparer à

tout, ni garantir l'acquisition de toutes les compétences dont le citoyen de demain devra disposer afin d'être à même d'assurer son intégration professionnelle, sociale, culturelle et politique.

Afin de contribuer activement à la réalisation des objectifs déclarés d'une stratégie de Lisbonne ou d'un nouvel agenda social en Europe, la politique jeunesse doit se doter d'un agenda et d'un curriculum plus contraignant et visible afin d'être un agent éducatif à part entière dans ce processus. Ainsi la politique jeunesse pourrait se munir d'un programme éducatif et réfléchir en termes de compétences personnelles à transmettre aux jeunes à travers l'éducation non-formelle en tenant compte de la situation des jeunes (ce que le système scolaire de par son uniformisation peine à faire). Une priorité absolue serait la formation des animateurs et des éducateurs, ainsi que le développement des outils d'évaluation avec la contribution de la recherche jeunesse. On pourrait ainsi arriver à définir des plans d'action nationaux plus détaillés, qui incluent les organisations de jeunesse comme acteurs d'éducation non formelle.

Les outils actuels de la politique jeunesse (Jeunesse en Action, Dialogue Structuré « Youth Governance ») complèteraient très bien un tel outil supplémentaire. La politique jeunesse disposerait ainsi d'un nouveau dispositif comprenant :

- un nouveau programme avec outils de formation, curriculum et structures d'éducation non-formelle, plans d'actions nationaux de mise en œuvre et peer-learning, recherche jeunesse et évaluation ;
- un cadre procédural de coopération politique comprenant les aspects
 - de dialogue structuré, youth governance, de la consultation des jeunes aux niveaux européen et national.
 - d'une action politique de « Mainstreaming » ;
- un programme européen, tourné directement vers les jeunes, avec ses aspects de mobilité, service volontaire, créativité, innovation, semaine européenne de la jeunesse etc.

Evidemment pour des raisons de base légale le programme actuel, Jeunesse en Action, pourrait demeurer à court terme un outil commun aux trois piliers, mais il serait certes plus opportun pour des raisons de visibilité de séparer à moyen terme les trois piliers.

Plus particulièrement en ce qui concerne cette méthode ouverte de coordination, il serait intéressant d'approfondir la question de la transférabilité des bonnes pratiques. Durant les dernières années depuis que la méthode ouverte de coordination fut mise en place, un certain nombre d'outils ont été développés pour faciliter l'échange de bonnes pratiques, tels que des groupes de travail pris en charge par des Etats-Membres ou des séminaires organisés par la Commission Européenne. Pour que l'échange de bonnes pratiques soit vraiment une entreprise profitable au plus grand nombre, il faut comprendre que transférer une bonne pratique d'un pays à un autre n'est pas possible de manière directe, mais nécessite une réflexion sur les conditions sociales, administratives et politiques dans lesquelles une pratique est mise en place et devient un succès. Cette question de comment non seulement échanger, mais aussi transférer des bonnes pratiques d'un contexte national particulier à un autre mérite qu'on s'y attarde pour augmenter l'utilité des échanges de bonnes pratiques. Cela voudrait dire que lors de moments de peer-learning, il serait plus intéressant de se concentrer sur moins de sujets, mais d'approfondir ceux-ci pour comprendre ce qui en fait l'essence et ce qui dans une bonne pratique est tributaire d'un contexte national particulier. Cette question de la transférabilité pourrait être approfondie lors du prochain cycle de la méthode ouverte de coordination.

C. Bericht zur Umsetzung der Ziele zur Priorität „Die Jugend besser verstehen und mehr über sie erfahren“

1. Einleitung

Mit dem vorliegenden Bericht wird zum einen eine Bestandsaufnahme über die Strukturen und Maßnahmen vorgenommen, welche das Verständnis der Jugendgeneration seit 2004 gefördert haben. Andererseits nimmt er Stellung in Bezug auf die Realisierbarkeit und Erreichung der gemeinsamen Zielsetzungen und Aktionslinien, die von den Europäischen Mitgliedsstaaten und dem Europäischen Rat am 15. November 2004 verabschiedet wurden.

Grundsätzlich nimmt der Bericht folgendes von der europäischen Kommission gesetztes Globalziel in den Blick:

„Eine vorausschauende, effiziente und nachhaltige politische Strategie verlangt, dass ein kohärenter, relevanter und qualitativer Wissensraum in der Jugendpolitik in Europa aufgebaut wird und zukünftige Bedürfnisse durch Austausch, Dialog und Netzwerke frühzeitig erkannt werden“².

Die Gliederung des Dokumentes orientiert sich an den gemeinsamen Zielsetzungen und Handlungsschwerpunkten:

Zunächst wird in Kapitel 1 eine Bestandsaufnahme zur allgemeinen Situation der Jugendforschung im Jahr 2004 vorgenommen. Dargestellt werden die zu jenem Zeitpunkt geltenden rechtlichen Rahmenbedingungen, die Hauptakteure, welche direkt oder indirekt für die Erfassung und Verbesserung des Wissens über Jugend zuständig sind, sowie die im Jugendbereich angewandten zentralen Forschungsmethoden. Mit Blick auf die gemeinsamen Zielsetzungen und Aktionslinien werden unter Kapitel 2 die Maßnahmen und Studien angeführt, die seit dieser Verabschiedung realisiert wurden. Da – mit Ausnahme der aufgezählten Prioritätsbereiche – die Gliederung und der Inhalt von Ziel 1 und Ziel 2 dieselben sind, fasst dieses Kapitel beide Zielsetzungen zusammen. Aufgrund der Komplexität der Themenstellung

² Aus: Kommission der Europäischen Gemeinschaften: Mitteilung der Kommission an den Rat. Folgemaßnahmen zum Weißbuch „Neuer Schwung für die Jugend Europas“. Vorschlag für gemeinsame Zielsetzungen im Bereich „Die Jugend besser verstehen und mehr über sie erfahren“ gemäß der Entschließung des Rates vom 27. Juni 2002 zu dem Rahmen für die jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa, 30.4.2004, S. 5.

wird eine Auswahl getroffen, welche die wichtigsten Leit- und Aktionslinien der luxemburgischen Jugendforschung aufzeigt. Die dort angeführten Strukturen, Projekte und Studien stehen prototypisch für kleinere Maßnahmen, so dass dennoch eine umfassende Darstellung der luxemburgischen Jugendforschung gewährleistet werden kann (Ziel 1 und 2).

Mit Bezug auf die realisierten Studien beschreibt Kapitel 3 die Leistungen der Jugendforschung beim Ausbau der Forschungsmethoden in Luxemburg (Ziel 3).

Ziel 4 strebt den Austausch und den Dialog zwischen den unterschiedlichen Akteuren im Jugendbereich an. Demnach präsentiert Kapitel 4 die Strukturen und Projekte, die den Auf- und Ausbau dieser Netzwerke aktivieren.

Im Anschluss an die Bestandsaufnahme über das hiesige Verständnis von Jugend wird unter Kapitel 5 eine Stellungnahme zu den Instrumenten „EKCYP“ und „EUNYK“ genommen.

Das letzte Kapitel beschreibt abschließend die Herausforderungen, welche es von der Jugendpolitik, Jugendforschung und Jugendarbeit zur regelmäßigen Aktualisierung zu bewältigen gilt. Zudem werden Perspektiven angegeben, die das Verständnis des Jugendbereiches in Luxemburg zukünftig verbessern können.

Sofern es möglich ist, werden die französischen Namen sinngemäß in die deutsche Sprache übersetzt. Bei umständlichen Übersetzungen wird die Ausgangssprache beibehalten.

2. Nationale Situation zum Zeitpunkt der Annahme der gemeinsamen Zielsetzungen

Ausgehend vom Jahr 2004 wird in diesem ersten Teil die Situation der luxemburgischen Jugendpolitik und –forschung im Überblick dargestellt.

Der Schwerpunkt liegt auf der Beschreibung des Jugendsektors, berücksichtigt allerdings auch Entwicklungen im Bereich der Unterrichts- und Bildungsforschung.

2.1 Rechtsgrundlage

Eine erste gesetzliche Grundlage der Jugendpolitik wird in Luxemburg mit dem Gesetz vom 27. Februar 1984 über die Gründung des Nationalen Jugenddienstes geschaffen³. Neben der Bereitstellung von außerschulischen Aktivitäten, Informationen und Fortbildungen ist nach Paragraph 2(4) und 2(5) auch Aufgabe des Jugenddienstes, Studien über jugendspezifische Themen durchzuführen und entsprechende Dokumentationen zu erstellen.

Im nachfolgenden Jahrzehnt bestimmt jenes Gesetz die Aktivitäten der Jugendarbeit. Obwohl der Jugenddienst in den Folgejahren zahlreiche Publikationen über sein Freizeit- und Fortbildungsangebot zur Verfügung stellt, so wird der Jugendforschung – unter anderem wegen der fehlenden personellen Ressourcen - lediglich eine geringfügige Bedeutung beigemessen.

1998 und 1999 werden die Bestimmungen durch zwei weitere Gesetze gestützt, welche die Aktivitäten der Jugendorganisationen strukturieren:

Das sogenannte „ASFT-Gesetz⁴“ von 1998 regelt die Beziehungen zwischen dem Staat und den sozialen Einrichtungen in Form von Konventionen. Sie ermöglichen den Jugendeinrichtungen eine vertraglich abgesicherte finanzielle Unterstützung insofern als sie die von der Jugendpolitik vorgegebenen Zielsetzungen – u. a. Information, Partizipation und Chancengleichheit - berücksichtigen. Mit den regelmäßigen Zuschüssen verfügen die Forschungseinrichtungen und Träger der Jugendarbeit erstmalig über die notwendige Voraussetzung, um das Wissen über die Situation der Jugendlichen systematisch zu erfassen und zu ergänzen.

³ Loi du 27 février 1984 portant création d'un Service National de la Jeunesse.

⁴ Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Das großherzogliche Reglement vom 28. Januar 1999, das die Zulassungsbedingungen für Einrichtungen der offenen Jugendarbeit festlegt⁵, begünstigt mittelbar das Verständnis von Jugend, da die Einrichtungen in diesen Richtlinien dazu aufgefordert werden, ihre Aktivitäten und Projekte regelmäßig zu evaluieren. Wird die Effektivität der Aktionen überprüft, können die Bedürfnisse der Jugendlichen schrittweise aufgenommen und die nachfolgenden Aktivitäten auf diesem Wissen aufbauen.

2.2 Hauptakteure

Familien- und Integrationsministerium / Nationaler Jugenddienst

Die Koordination und Durchführung der Jugendpolitik wird in Luxemburg durch die Jugendabteilung im Familien- und Integrationsministerium⁶ und den Nationalen Jugenddienst gewährleistet. Aufgrund der Konventionen und den damit zusammenhängenden staatlichen Subventionen werden die öffentlichen und konventionierten Jugendeinrichtungen und –projekte vom Ministerium supervisiert und beraten. Zudem vertritt das Ministerium die luxemburgische Jugendpolitik bei den europäischen Instanzen. Der nationale Jugenddienst unterstützt die Tätigkeiten des Ministeriums; zu seinen zentralen Aufgaben gehören die Fortbildungsangebote für Jugendarbeiter, die Durchführung von außerschulischen Freizeitaktivitäten sowie die finanzielle und konzeptionelle Unterstützung von nationalen und europäischen Jugendinitiativen.

Politische Richtlinien und Aktionspläne

Die Umsetzung der nationalen Jugendpolitik orientiert sich an mehreren Richtlinien und Aktionsplänen, die seit Mitte der 90er Jahre in Zusammenarbeit mit Jugendlichen und Jugendorganisationen erarbeitet wurden.

In den ersten Richtlinien der Jugendpolitik aus dem Jahr 1996 werden die ersten drei Grundpfeiler der luxemburgischen Jugendpolitik beschrieben:

- Partizipation der Jugendlichen an der Gesellschaft als Verwirklichung von Demokratie
- Chancengleichheit für alle Jugendlichen zur Vermeidung einer gespaltenen Gesellschaft

⁵ Règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour jeunes

⁶ Im Anschluss an die Landeswahlen vom 13. Juni 2004 wurde das Ministerium für Familie, Soziale Solidarität und Jugend wegen einiger Neustrukturierungen unter dem Namen „Familien- und Integrationsministerium“ weitergeführt.

– Die Vermittlung von Grundwerten wie Demokratie, Solidarität und Toleranz⁷.

Als Reaktion auf die ersten Richtlinien wurden in den Folgejahren drei Aktionsprogramme mit jeweils unterschiedlichen Schwerpunkten (Partizipation; Kommunikation mit Jugendlichen; Jugendarbeit, Ehrenamtlichkeit, Partnerschaft) ausgearbeitet. Die dort angeführten Maßnahmen streben eine dezentralisierte Jugendpolitik an, mittels derer der Dialog mit den Jugendlichen, ihre Mitbestimmung am gesellschaftlichen Leben und ihre ehrenamtliche Arbeit unterstützt werden kann⁸.

Im Rahmen eines vom Europarat gestarteten Evaluationsprojektes zur Jugendpolitik wurde 2001 ein nationaler Jugendbericht erstellt, in der die Situation der Jugendlichen aus einer ganzheitlichen Perspektive dargestellt wurde. Neben allgemeinen Informationen über Luxemburg, die politischen Rahmenbedingungen und Strukturen werden verschiedene Bereiche der Lebenswelt des Jugendlichen (z.B. Freizeit, Wohlbefinden, Bildung) beschrieben.

In den darauffolgenden Jahren wurden verschiedene Themenbereiche aus dem Bericht aufgegriffen und als Orientierung für die Erstellung der zweiten Richtlinien der Jugendpolitik (2004) verwendet. Die in diesen Richtlinien enthaltenen Empfehlungen resultieren zudem aus den Schlussfolgerungen des Weißbuches und mehreren Diskussions- und Reflexionsprozessen bei europäischen Expertengruppen sowie im Rahmen eines nationalen Forums. Neben den bereits bekannten Zielsetzungen wurden den zweiten Leitlinien neue Impulse beigefügt, welche den gegenwärtigen Rahmenbedingungen gerecht werden sollten. Mit Bezug auf die gesellschaftlichen Herausforderungen – u. a. das multikulturelle Zusammenleben, die Anforderungen des Arbeitsmarktes – wird besonderen Wert auf den Ausbau von entsprechenden Strukturen gelegt: der Abbau von sozialer Exklusion, die berufliche Integration von sozial benachteiligten Jugendlichen und die Zertifizierung des freiwilligen Engagements gehörten zu den zentralen Forderungen des Dokumentes.

Angestrebt wird dort zudem der Ausbau von Jugendforschung und Netzwerken:

„Soutenir une recherche indépendante sur les jeunes qui puisse aider les décideurs dans leurs orientations notamment par un rapport régulier sur la situation des jeunes. »

⁷ Vgl. Ministère de la Jeunesse (1996): Lignes Directrices de la Politique en faveur des jeunes. Pour les jeunes avec les jeunes. Luxemburg: Ministère de la Jeunesse.

⁸ Vgl. Ministère de la Jeunesse (1997): Participation des jeunes. Plan d'action No 1. Luxemburg: Ministère de la Jeunesse.

Ministère de la Jeunesse (1998): Communication avec les jeunes. Plan d'action No 2. Luxemburg: Ministère de la Jeunesse.

Ministère de la Jeunesse (1999): Travail de jeunesse, bénévolat, partenariat. Plan d'action No 3. Luxemburg: Ministère de la Jeunesse.

Mettre en place un système d'évaluation régulier de l'ensemble des mesures et structures en faveur des jeunes dans un souci d'amélioration de la qualité du travail.

Favoriser le dialogue entre chercheurs, décideurs politiques et intervenants de terrain.

Profiter de la nouvelle existence de l'Université de Luxembourg pour améliorer notre connaissance de la jeunesse" (Ministère de la Famille et de l'Intégration 2004, S. 63)⁹.

Dementsprechend sind mit der Einführung der zweiten Richtlinien in der luxemburgischen Jugendpolitik erste systematische Ansätze zu erkennen, welche das Verständnis von Jugend methodisch erfassen, ergänzen und aktualisieren möchten. Die in Kapitel 3 angeführten Maßnahmen zeigen diese Entwicklungen beispielhaft auf.

Universität Luxemburg

2004 ist die allgemeine Forschungslandschaft in Luxemburg geprägt durch die rezente Gründung der Universität Luxemburg: Am 12. August 2003 wurde das entsprechende Gesetz¹⁰ gestimmt und somit der Übergang vom „Centre Universitaire“ zur Universität Luxemburg eingeleitet. Die Kooperation zwischen der Universität und der Regierung basiert auf einem 4-jährigen Vertrag, in denen die Rahmenbedingungen der Bereiche Forschung, Lehre, Verwaltung und Ressourcen festgehalten werden. Die Forschungsaktivitäten werden im Rahmen von Projekten durchgeführt; unterstützt wird die Universität dabei durch die unterschiedlichen Ministerien, den nationalen Forschungsfonds und die öffentlichen Forschungszentren. Bei ihrer Gründung wurde unter anderem die Fakultät für Sprachwissenschaften und Literatur, Geisteswissenschaften, Kunst und Erziehungswissenschaften eingerichtet, in die die luxemburgische Jugendforschung schrittweise integriert werden soll. Der Bereich der Unterrichts- und Bildungsforschung wurde zu jenem Zeitpunkt bereits durch die Forschungseinheit EMACS (Educational Measurement and Applied Cognitive Science) - abgedeckt. Deren Haupttätigkeit liegt in der Evaluation des Schulsystems; hierzu gehören insbesondere die Ausarbeitung von Evaluationsinstrumenten und die Messung von Schulkompetenzen auf Basis von kognitionspsychologischen Erkenntnissen.

⁹ Ministère de la Famille et de l'Intégration & Service National de la Jeunesse (2004) : Jeunesse et société. Deuxièmes lignes directrices pour la politique de la jeunesse Luxembourg.

¹⁰ Loi du 12 août 2003 1) portant création de l'Université du Luxembourg 2) modifiant la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public 3) abrogeant la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur 4) modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales 5) modifiant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail 6) modifiant la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs, b) création d'un Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Pédagogiques et c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et primaire 7) modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Centre d'études sur la situation des jeunes en Europe

Das „Centre d'études sur la situation des jeunes en Europe asbl“ (CESIJE asbl) ist seit 1995 in Luxemburg die zentrale Anlaufstelle für jugendspezifische Forschungsarbeiten. Im Jahr 2008 wurde das Forschungsinstitut als selbständige Einrichtung aufgelöst und als universitäre Einrichtung innerhalb der Forschungseinheit INSIDE (Integrative Research Unit on Social and Individual Development) weitergeführt (CESIJE/INSIDE).

Das Forschungsinstitut erfasst die Lebensbedingungen der Jugend in Luxemburg und Europa, indem es im Dialog mit Entscheidungsträgern und Jugendeinrichtungen Studien und Evaluationen im Jugendbereich durchführt. Zudem besteht die Arbeit des Instituts darin, das ermittelte Wissen und die Forschungsergebnisse über Konferenzen und Publikationen zu veröffentlichen. Im Dokumentationszentrum des CESIJE werden Luxemburger Jugendstudien und sozialwissenschaftliche Fachliteratur mit besonderer Berücksichtigung von Forschungsmethoden sowie jugendrelevanten Themen gesammelt.

Aufgrund eines Vertrages mit dem Familienministerium konnte das CESIJE sein Tätigkeitsfeld beständig ausweiten und somit zur Schlüsselinstitution für die Umsetzung der 4. Priorität der gemeinsamen europäischen Zielsetzungen werden.

Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques

Der seit 1993 bestehende Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) - unter der Schirmherrschaft des Erziehungs- und Bildungsministeriums - befasst sich neben der Lehrerweiterbildung mit empirischen Untersuchungen und Datenerfassungen im schulischen Feld. Ein zentraler Schwerpunkt – insbesondere seit der Teilnahme an der ersten PISA-Studie im Jahr 2000 – liegt bei ihm in der Analyse, Evaluation und Qualitätssicherung des Bildungssystems.

Öffentliche Forschungszentren

Der STATEC (Zentrales Amt für Statistik und Wirtschaftsstudien) - unter der Schirmherrschaft des Ministeriums für Wirtschaft und Außenhandel - macht Untersuchungen zu den demographischen, ökonomischen und sozialen Phänomenen in Luxemburg und zentralisiert die statistischen Daten der öffentlichen und privaten Institutionen.

Der CEPS/INSTEAD (Institut für Bevölkerungs- und Armutforschung, Wirtschafts- und Sozialpolitik) führt Quer- und Längsschnittstudien über Bevölkerung und Armutsentwicklung sowie über verschiedene sozioökonomische Themen durch. Darüber hinaus entwickelt er Analyseinstrumente und erstellt, verwaltet und verwertet nationale und internationale Datenbanken.

Im Rahmen des EU-SILC Programms (European Union - Statistics on Income and Living Conditions) erhebt der CEPS/INSTEAD in Zusammenarbeit mit der STATEC seit 1985 jährlich ein Panel über die Lebensbedingungen und die Einkommen der Haushalte (PSELL: Panel Socio-Economique Liewen zu Lëtzebuerg) in Luxemburg und Europa. Das Panel ist als Langzeitstudie angelegt und dient dazu, die Evolution der Einkommen und Lebensbedingungen sowie das Ausmaß der Armut und sozialen Exklusion der Einwohner zu begleiten. Schwerpunkte sind unter anderem Einkommen, Arbeit, Bildung, Gesundheit, Transport, Sozialversicherung und Konsum. Auf Basis der Analysen sollen Armut und soziale Exklusion innerhalb der Europäischen Union effizienter bekämpft werden. Die Studien beziehen sich häufig auf alle Altersgruppen; die Ergebnisse zeigen allerdings auch Statistiken über die Situation von Jugendlichen auf. Weiterhin führt das CEPS in Zusammenarbeit mit STATEC regelmäßig Studien zur Arbeitssituation der luxemburgischen Bevölkerung (Forschungsbereich Population & Emploi) durch und beleuchtet auch die Arbeitsbedingungen der jungen Erwachsenen.

Der CRP-Santé – unter der Schirmherrschaft des Gesundheitsministeriums und des Kultur- und Hochschulministeriums - organisiert und koordiniert die nationale Forschung im Gesundheitswesen. Diese situiert sich sowohl in der Grundlagen-, Anwendungs- und klinischen Medizin als auch in der öffentlichen Gesundheit. Der „Centre de Prévention, Recherche, Etudes et Evaluations européennes dans le domaine de la Santé » führt unter anderem Untersuchungen zur Drogensituation in Luxemburg durch und befasst sich in diesem Zusammenhang gesondert mit der Situation von schulpflichtigen Jugendlichen.

SeSoPi – Centre Intercommunautaire

Der SeSoPI ist ein Forschungs- und Ausbildungsinstitut im Bereich des Interkulturellen Lernens. Neben Ausbildungen zur Förderung des interkulturellen Zusammenlebens führt er statistische, historische und soziologische Studien zur Migration und den damit einhergehenden sozialen Phänomenen durch. Im Schwerpunkt beschäftigt er sich mit der politischen und sozialen Partizipation der Ausländer. Zu diesem Zweck hat er ein Observatorium eingerichtet, mit dem die Beteiligung der Migranten qualitativ und quantitativ erfasst und neue Programme

ausgearbeitet werden. Seit 1997 gibt er die Reihe RED (recherche – étude – documentation) heraus, in der die durchgeführten Studien regelmäßig präsentiert werden.

Centre Information Jeunes

Die Zielsetzung des seit 1987 bestehenden Jugendinformationszentrums (CIJ) besteht darin, den Heranwachsenden objektive und vollständige Informationen über die Angebote in den verschiedenen Lebensbereiche (Bildung, Ausbildung, Arbeitsmarkt, Freizeit, Ferienaktivitäten, Vereine, Gesundheit, europäische Projekte) weiterzugeben und sie bei der Umsetzung ihrer Projekte zu beraten.

Conseil Supérieur de la Jeunesse

Die seit 1984 bestehende politische Instanz vereinigt Vertreter aus unterschiedlichen Ministerien und Jugendverbänden in Luxemburg. Es gilt als transversales Diskussionsforum, in dem Empfehlungen für das Jugendministerium ausgearbeitet werden, welche langfristig in Gesetzesprojekten münden können. Aufgrund ihrer Zuständigkeiten kennen die jeweiligen Vertreter (u. a. Jugendkonferenz, Unterrichtsministerium) die Bedürfnisse der Jugendlichen und können somit zu einem besseren Verständnis von Jugend beitragen.

Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise

Die „Conférence générale de la Jeunesse Luxembourgeoise“ (CGJL) – im Folgenden Nationale Jugendkonferenz genannt - wurde 1960 gegründet und ist das repräsentative Organ der Jugendlichen und Jugendorganisationen in Luxemburg. Sie ist im oben erwähnten „Conseil Supérieur de la Jeunesse“ vertreten und übernimmt somit eine Vermittlerrolle zwischen den Jugendlichen und den Entscheidungsträgern. Zudem vertritt er die Interessen der Jugendlichen auf europäischer Ebene und übernimmt die Konzeption und Umsetzung von Projekten, welche eine aktive Beteiligung an der Jugendpolitik begünstigen. Das Jugendministerium bewilligt ihnen hierzu jährlich Subventionen.

Association Nationale des Communautés Educatives

Die „Association Nationale des Communautés Educatives“ (ANCE) ist eine Plattform für Diskussionen und Fachforen zur Sozialen Arbeit. Seit ihrer Gründung vor 30 Jahren organisiert sie regelmäßig Konferenzen, Seminare und Workshops zu aktuellen Themenstellungen in der Sozialen Arbeit und bemüht sich in diesem Zusammenhang um eine interdisziplinäre und internationale Ausrichtung sowie um eine ausführliche Dokumentation.

2.3 Zentrale Strukturen

Die luxemburgischen Forschungsaktivitäten werden im Jahr 2004 insbesondere durch folgende Strukturen gefördert:

Stipendienprogramm Ausbildung und Forschung

Zur Förderung der Forschungsarbeit in Luxemburg verwaltet das Ministerium für Hochschule und Forschung das „Stipendienprogramm Ausbildung und Forschung“. Doktoranten und Postdoktoranten erhalten für Forschungsprojekte von nationalem Interesse staatliche Subventionen. Zudem erhalten Hochschulstudenten unter bestimmten Bedingungen ein Stipendium oder niedrig bezinstes Darlehen und können bei Einhaltung der vorgesehenen Studiendauerfristen Leistungsprämien erhalten.

Nationaler Forschungsfonds

Der Nationale Forschungsfonds begutachtet Projekteinreichungen und entscheidet als neutrale Instanz über eine finanzielle Unterstützung von Forschungsprojekten. Des Weiteren subventioniert er Begleitmaßnahmen zur Verbesserung der Rahmenbedingungen wissenschaftlicher Forschung. Hierzu gehören insbesondere die Beiträge zur Mobilität des Forschers, die Finanzierung von Konferenzen und die finanzielle Unterstützung von Publikationen.

Jugendkommunalplan

Der Jugendkommunalplan ist ein Instrument, welches 1997 vom damaligen Jugendministerium ausgearbeitet wurde und den Gemeinden die Möglichkeit gibt, die Partizipation der Jugendlichen in den Gemeinden zu fördern und auf diesem Weg eine systematische, nachhaltige und dezentralisierte Jugendpolitik durchzuführen. Der zentrale Moment des Projektes liegt in der Kooperation zwischen unterschiedlichen Akteuren: Jugendliche, Jugendorganisationen, Gemeindeverantwortliche, CESIJE an der Universität Luxemburg und Ministerium erstellen gemeinsam einen lokalen Aktionsplan, welcher die wesentlichen Leitlinien und Projekte der kommunalen Jugendpolitik enthält. Die Grundlage des Plans bildet eine empirische Analyse in der mittels Fragebögen, Sozialraumanalyse und Gruppendiskussionen die Freizeit- und

Lebenssituation der Jugendlichen in der Gemeinde sowie deren Bedürfnisse erhoben werden. Darüber hinaus werden anhand von Jugendforen neue Projekte ausgearbeitet. Die Ergebnisse aus den unterschiedlichen Phasen führen schließlich zur Ausarbeitung des Aktionsplans, der offiziell in der Gemeinde angenommen beziehungsweise beim Familien- und Integrationsministerium begutachtet wird. Die Umsetzung wird schließlich von externen und/oder internen Akteuren gewährleistet, welche im Laufe des Projektes von den Arbeitsgruppen ernannt werden.

2.4 Forschungsmethoden und Konzepte

Luxemburger Forschungsmethoden und -konzepte stehen in einem internationalen Kontext. Die Mehrsprachigkeit des Landes erlaubt es, dass die Jugendforscher sich sowohl auf deutsch-, französisch- und englischsprachige Literatur beziehen.

- Häufig wird mit einem Methodenmix gearbeitet, bei dem qualitative und quantitative Verfahren miteinander kombiniert werden. Ein wichtiges Modell für das CESIJE an der Universität Luxemburg ist die Grounded Theory Methodology, die von Anselm Strauss und Barney Glaser in den Vereinigten Staaten begründet worden ist. Der Schwerpunkt liegt dabei auf der Generierung von Theorieelementen.

Erhoben werden die Daten vor allem mit Fragebögen-Surveys, Dokumentenanalysen, narrativen Interviews, Leitfadeninterviews, Gruppendiskussionen, Experteninterviews und Sozialraumanalysen. Bei den Kodierungen und Auswertungen kommen folgende Programme zum Einsatz: Atlas.ti, SPSS und ArcView.

Im Evaluationsbereich betont das CESIJE besonders den partizipativen und anwendungsorientierten Charakter: die teilnehmenden Institutionen sollen weitestgehend in den Prozess impliziert und dazu befähigt werden, in ihren Organisationen selbständig Qualitätsentwicklungen durchzuführen.

- Daneben beziehen sowohl der Bildungs- als auch der Gesundheitsbereich ihre Forschungsmethoden und Indikatoren aus internationalen Vorgaben. Die Designs beim Schulleistungstest „PISA“ und bei der Untersuchung zum Wohlbefinden der Jugendlichen sind auf die OECD-Vorgaben beziehungsweise auf die Indikatoren der Weltgesundheitsorganisation zurückzuführen. Allerdings wurden unter Berücksichtigung der spezifischen Schul- und Sprachensituation in Luxemburg und der Kleinräumigkeit

verschiedene Aspekte an die hiesigen Bedingungen angepasst (z.B. die Anwendung mehrere Testsprachen oder die Durchführung einer Vollerhebung)¹¹.

- Statistiken zu jugendspezifischen Themenbereichen sind insbesondere in den Datenbanken und Aktivitätsberichten der unterschiedlichen Ministerien, Jugendorganisationen und Forschungsinstituten zu finden. Einige Organisationen (beispielsweise die Abteilung Jugend im Familienministerium oder das CESIJE an der Universität Luxemburg) befassen sich ausschließlich mit Jugendthemen, andere behandeln diesbezügliche Statistiken als Teilbereich im Rahmen ihrer Dokumentationen, Forschungsarbeiten und Datenbanken.

Mehrere luxemburgische Institutionen – beispielsweise CEPS/INSTEAD und die Universität Luxemburg – sind mittlerweile dabei, eigene Forschungsansätze und Indikatoren zu entwickeln. Langfristig soll dadurch eine identitätsstiftende Forschungslandschaft in Luxemburg geschaffen werden.

¹¹ Details zu den beiden Untersuchungen sind unter Punkt 3.4 vorzufinden

3. Umsetzung von Maßnahmen, die den Wissensstand im Jugendbereich feststellen, ergänzen und aktualisieren

Ziel 1 und 2

Erfassung – auch auf lokaler und regionaler Ebene - vorhandenen Wissens in Bezug auf ausgewählte Prioritätsbereiche der Jugendpolitik und Umsetzung von Maßnahmen, die dieses Wissen ergänzen, aktualisieren und den Zugang dazu erleichtern.

Dieses zentrale Kapitel stellt die Aktivitäten vor, die zwischen Ende 2004 und 2008 zur Erreichung von Ziel 1 und 2 realisiert wurden. In den Blick genommen werden die neuen Rechtsgrundlagen, Akteure und Strukturen, die seit der Festlegung der gemeinsamen Zielsetzungen und Aktionslinien hinzugekommen oder umgeändert worden sind.

Der Fokus liegt auf der Vorstellung der empirischen Studien und Dokumentationen, die seit jenem Zeitpunkt in Luxemburg im Jugendsektor durchgeführt wurden. Die prioritären Bereiche Bildung und Arbeit sind von den Mitgliedsstaaten auch als zentrale Themen für die nationale und europäische Politik ernannt worden, allerdings werden diese wegen der Zuständigkeit der Jugendpolitik für die Erstellung dieses Berichtes lediglich in ihren wichtigsten Grundzügen und jeweils in Verbindung mit den Entwicklungen im Jugendbereich angesprochen.

3.1 Neue Rechtsgrundlage

Jugendgesetz vom 4. Juli 2008¹²

Am 4. Juli 2008 wurde das neue Gesetz über die Jugend verabschiedet; es schließt sich dem Gesetz vom 27. Februar 1984 an, welches im Zusammenhang mit der Gründung des nationalen Jugenddienstes gestimmt wurde.

Auslöser des neuen Gesetzes sind die veränderten Lebensbedingungen der Jugendlichen – unter anderem der demographische Wandel, die interkulturelle Gesellschaft oder die erhöhten Anforderungen des Arbeitsmarktes. Es orientiert sich an den Schlussfolgerungen aus den zweiten Richtlinien über die Jugendpolitik aus dem Jahr 2004 sowie an den Resolutionen, welche im Rahmen der Offenen Methode der Koordinierung vom EU-Jugendministerrat verabschiedet

¹² Loi du 4 juillet 2008 sur la Jeunesse

wurden. Somit werden die Ziele, die Aufgaben und die Rahmenbedingungen in der luxemburgischen Jugendpolitik neu strukturiert und erweitert. Damit einhergehend werden auch die Aufgabenstellungen und Verantwortlichkeiten des Nationalen Jugenddienstes an die neuen Rahmenbedingungen angepasst. Zusätzlich zu ihren bestehenden Verantwortlichkeiten – unter anderem die Durchführung von pädagogischen Freizeitaktivitäten und die Unterstützung und Begleitung der Jugendorganisationen - bestehen beispielsweise ihre neuen Missionen in der breiteren Unterstützung der Freiwilligenarbeit und der Eingliederung von Jugendlichen in den Arbeitsmarkt.

Entsprechend der hier behandelten Priorität « besseres Verständnis und bessere Kenntnis über die Jugend » führt Artikel 2 (3) zudem folgende Richtlinie an:

« La politique de la jeunesse est une politique transversale fondée sur la connaissance de la situation des jeunes et une consultation active des jeunes sur les questions les concernant ».

Mit Blick auf diese Leitlinie wurden in den Bestimmungen Maßnahmen angeführt, die dieses Wissen über jugendliche Bedürfnisse fördern sollen. Hierzu gehören insbesondere die Gründung eines Jugendparlamentes, der Ausbau der Jugendkommunalpläne sowie die regelmäßige Erstellung eines Jugendberichtes

Darüber hinaus wird ein Observatorium gegründet, welches die Vorbereitung, die Einleitung und die Koordination von Studien, Umfragen, Analysen und Berichten einleiten soll.

Das Gesetz berücksichtigt zudem eine Empfehlung des Europarates: aufgrund der gesellschaftlichen Transitionen und der veränderten Bedürfnisse der Jugendlichen könnte die luxemburgische Jugendpolitik eine globalere Perspektive entwickeln. Insofern wird im Gesetz ein Interministerielles Komitee gegründet, das die Transversalität der Jugendpolitik berücksichtigt. In dem Zusammenhang wird auch der bereits erwähnte „Conseil supérieur de la jeunesse“ neu strukturiert. Aufgrund einer Kooperation mit dem Interministeriellen Komitee werden die Perspektiven der Jugendlichen – beispielsweise im Medium des Jugendparlamentes – in der Jugendpolitik aufgenommen und analysiert. Das Komitee reicht schließlich Empfehlungen zur Umsetzung von Reformen ein und fördert auf diesem Weg nachhaltig das Verständnis über die Jugend.

3.2 Neue Akteure und erweiterte Strukturen

Ausbau der Jugendkonferenz

Seit 2005 regelt eine Konvention die Aktivitäten der Jugendkonferenz. Mit der Konvention wurden die materiellen und personellen Ressourcen erhöht: die Organisation erhielt den Status einer Jugendbildungseinrichtung und konnte demzufolge hauptamtliche Mitarbeiter einstellen. Mit den erweiterten Strukturen ist heute verstärkt eine systematische Konsultation der Jugendlichen möglich. Beispielhaft kann hier das seit 2005 stattfindende Jugendkonvent angegeben werden: mit der alljährlichen Initiative werden Schüler eingeladen, sich zu aktuellen Themen zu äußern und mit Entscheidungsträgern in den Dialog zu treten. Mit der zusätzlichen Vermittlerrolle der Jugendkonferenz können somit die Bedürfnisse der Jugendlichen schrittweise aufgenommen werden und dadurch das Verständnis und die Kenntnis der Jugend erhöht werden. Das Jugendgesetz schreibt zudem die Gründung eines Jugendparlamentes vor; auch dieses soll hauptsächlich von der Jugendkonferenz in die Wege geleitet und koordiniert werden.

Erweiterung des Jugendkommunalplans

Laut dem neuen Jugendgesetz werden die Infrastrukturkosten kommunaler Jugendeinrichtungen staatlich subventioniert, wenn ein entsprechender Jugendkommunalplan umgesetzt wird. So soll die Entwicklung von lokalen und regionalen Netzwerken vorangetrieben und ein Beitrag zur Sichtbarkeit der Ergebnisse in der Jugendforschung geleistet werden.

Das Konzept des Jugendkommunalplans wurde im Laufe der Jahre umgeändert, erweitert und aktualisiert. Die jeweils eigenen Charakteristika der Gemeinden und die dort aufgetretenen Schwierigkeiten – zum Beispiel die mangelnde Teilnahme der Jugendlichen und die geringe Berücksichtigung der empirischen Studie - erforderten die Integration von neuen Ansätzen und eine Anpassung des Plans an die jeweiligen situativen Rahmenbedingungen. Dementsprechend wurde 2005 vom Ministerium ein Dokument¹³ ausgearbeitet, welches den Gemeinden als Vorlage und Orientierung zur Verfügung gestellt wird und das sie nach ihren eigenen Bedürfnissen verwenden können.

Zurzeit wird die Strategie des Jugendkommunalplans erneut reflektiert: Augenblicklich wird die empirische Studie zur Situation der Jugend überarbeitet: bis dato bezog sich der Schwerpunkt der Themenstellungen meist auf die Freizeitsituation der Jugendlichen. Die heutigen Rahmenbedingungen erfordern allerdings eine ganzheitliche Sichtweise der Jugend: zukünftige

¹³ Ministère de la Famille et de l'Intégration (2005) : Le Plan Communal Jeunesse. Outil de travail à l'intention des communes luxembourgeoises. Luxembourg : Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Fragestellungen werden die gesamte Lebenswelt in den Blick nehmen indem auch problematische Lebensbereiche (z.B. Diskriminierung, Exklusion) in der Untersuchung beleuchtet werden. Zudem werden Maßnahmen ausgearbeitet, welche die Partizipation der jungen Gemeindegewohner verstärken und die empirische Studie bei der Erstellung und Umsetzung des Aktionsplanes besser berücksichtigen sollen. Angestrebt werden beispielsweise neue Erhebungsverfahren (Onlineerhebung) oder die verstärkte Implikation des Nationalen Jugenddienstes bei der Beratung der Kommunen und der beteiligten Jugendorganisationen.

Gründung der Universität Luxemburg

Die Fakultät für Sprachwissenschaften und Literatur, Geisteswissenschaften, Kunst und Erziehungswissenschaften entstand im Jahr 2003 im Zusammenhang mit der Gründung der Universität Luxemburg. Sie zielt unter anderem auf die Schaffung einer kohärenten Wissensbasis ab, um auf dieser Grundlage einen Beitrag zur nachhaltigen Entwicklung der Gesellschaft zu leisten. Im Schwerpunkt beschäftigt sie sich mit demographischen, migratorischen und soziologischen Veränderungen, mit geschichtlichen, kulturellen und sprachlichen Evolutionen sowie mit Raumplanung, Bildung und Fortbildung und gesellschaftlichen und individuellen Entwicklungen.

2006 wurde innerhalb dieser Fakultät die interdisziplinäre Forschungseinheit INSIDE (Integrative Research Unit on Social and Individual Development) gegründet. Sie vereint die Fächer Soziologie, Pädagogik, Psychologie, Soziale Arbeit und Erziehungswissenschaften. Die Forschungstätigkeit strukturiert sich um fünf thematische Schwerpunkte (research axes).

- Population ageing and intergenerational relations (Altern der Bevölkerung und intergenerationale Beziehungen),
- Contexts and structures of growing up (Kontexte und Strukturen des Aufwachsens),
- Social inclusion and exclusion - social cohesion (Soziale Inklusion, Exklusion und Kohäsion),
- Aggression in institutional and social contexts (Aggression in institutionellen und sozialen Kontexten),
- Psychosocial stress and health-related problems (Psychosozialer Stress und Gesundheitsprobleme).

Der Forschungszweig „Kontexte und Strukturen des Aufwachsens“ widmet sich vor allem der Jugendforschung:

„The programme aims at a better understanding of dynamics und structures of youth life in modern societies, the analysis of youth policy development and the construction of dialogs with youth policy and youth work.“

(http://www.en.uni.lu/recherche/flshase/inside/research_axes/axis_2_contexts_and_structures_of_growing_up)

2008 schloss das Familienministerium erstmals einen Vertrag über Forschung, Evaluation und Dokumentation im Jugendbereich mit der Universität Luxemburg. Dies ermöglichte es, die Tätigkeiten des ehemaligen Forschungsinstituts CESIJE asbl in einer nun universitären Forschungsstruktur (CESIJE/INSIDE) innerhalb der Forschungseinheit INSIDE weiterzuführen. Das CESIJE befasst sich vor allem mit Forschungs- und Evaluationsprojekten im Jugendbereich, sowie mit jenen prioritären Bereichen, die von den EU-Mitgliedsstaaten und der Europäischen Kommission im Rahmen der Offenen Methode der Koordinierung angeführt wurden (z.B. Integration, Partizipation, Arbeitsmarkt, Diskriminierung). Betont wird die Bedeutung des Dialoges und der Netzwerkarbeit zwischen den 3 Säulen Jugendforschung, Jugendpolitik und Jugendarbeit.

Die anderen Forschungszweige behandeln Themen, welche unter anderem auch die Jugend in den Blick nehmen, sei das in der Gewaltforschung, in den intergenerationalen Beziehungen oder in den Studien zur sozialen In – und Exklusion. Dies wird auch in den unten angeführten Studien deutlich.

3.3 Aktionslinie: Erfassung und Aufbereitung des Wissens über Jugend

In diesem Unterpunkt werden die Maßnahmen angeführt, die seit 2004 zum ersten Mal systematisch in der luxemburgischen Jugendforschung behandelt wurden. Viele Themenbereiche wurden zwar bereits mit Blick auf die Gesamtbevölkerung untersucht, allerdings sind die hier angeführten Studien erstmalig auf die jugendliche Bevölkerung ausgerichtet.

Erste methodische Aufarbeitungen – explorative Studien, Evaluationen und Qualitätsentwicklungsprojekte - finden sich demnach in den Prioritätsbereichen, Ehrenamt, Autonomie, nicht-formelles Lernen, Beschäftigung, Unternehmergeist und soziale Inklusion wieder.

Ehrenamt

Gab es bis zum Jahr 2004 statistische Angaben zur Freiwilligenarbeit bei der luxemburgischen Bevölkerung so findet eine systematische Erfassung und Analyse der ehrenamtlichen Arbeit von

Jugendlichen – beispielsweise in den Verbänden und Jugendhäusern – erst seit 2004 statt. Die Untersuchungen befassen sich sowohl mit allgemeinen Definitionen und Konzepten des Ehrenamtes als auch mit spezifischen Themenstellungen innerhalb einer ehrenamtlichen Arbeit:

Ehrenamt der Jugendlichen in Luxemburg (CESIJE 2006)

Im Rahmen des Internationalen Jahres des Ehrenamtes 2001 wurde in der explorativ und qualitativ angelegten Studie das verbandliche Ehrenamt bei Jugendlichen untersucht. Die Untersuchung zielte weniger auf eine globale Übersicht zum Ehrenamt der Jugendlichen als vielmehr auf die Ausarbeitung von neuen Konzepten und Empfehlungen zur Freiwilligenarbeit ab. Die Fragestellungen befassen sich mit den soziodemographischen Daten der jugendlichen Freiwilligen, deren Definition des Ehrenamtes, ihre Handlungsmotive und den Einfluss des Ehrenamtes auf die individuellen Biographien.

Meyers, C. (2006): Le bénévolat associatif des jeunes au Luxembourg. Luxembourg : CESIJE.

Evaluation des Ausbildungssystems der „Lëtzebuenger Guiden a Scouten“ (CESIJE 2006)

Zehn Jahre nach der Fusion der Guiden und der Scouten zu den "Lëtzebuenger Guiden a Scouten" (LGS) wurde im Jahre 2003 das CESIJE damit beauftragt, die Ausbildung des katholischen Pfadfinderverbandes zu evaluieren. Die Gruppenleiterausbildung sollte verbessert werden um an Attraktivität zu gewinnen. Mittels Dokumentenanalysen, Leitfadeninterviews, Gruppendiskussionen und telefonischer Befragung mit Gruppenleitern konnten Bedürfnisse, Probleme und Potenziale der Ausbildung identifiziert und Handlungsempfehlungen gegeben werden.

Joachim P. (2005): STIP, STAP et la suite : Evaluation du système de formation interne des « Lëtzebuenger Guiden a Scouten ». Luxembourg : CESIJE.

Entwicklung eines Systems der kontinuierlichen Qualitätsentwicklung im Ausbildungssystem der FNEL (CESIJE 2007)

Ähnlich wie bei den LGS, wurde auch der laizistische Pfadfinderverband "Fédération Nationale des Eclaireurs et Eclaireuses" (FNEL) evaluiert. Das Ziel der Evaluation bestand darin, die Qualität der Ausbildung zu prüfen und dem Verband bei der Entwicklung eines Qualitätsentwicklungsinstrumentes zu helfen. Hierfür wurden Daten auf unterschiedlichen Ebenen erhoben (Ausbilder, Kommissare, Branchen- und Gruppenchefs). Die multiperspektivische Betrachtungsweise der Ausbildung erlaubte eine weitreichende Informationsdichte über wahrgenommene Stärken und Schwächen im Ausbildungssystem sowie auch die Entwicklung eines Qualitätsentwicklungsinstrumentes gemeinsam mit dem Verband.

Biewers, S. & Joachim, P. (2007): Projekt Pelikan. Die Entwicklung eines Systems der kontinuierlichen Qualitätsregulierung im Ausbildungssystem der FNEL. Luxembourg: CESIJE.

Autonomie

Handelt man autonom, so ist man fähig, sich selbstständig in der Gesellschaft zu bewegen. Insofern können sowohl der Auszug aus dem Elternhaus beziehungsweise der Umzug in eine eigene Wohnung als auch die selbstbestimmte Nutzung des öffentlichen Transportes als Anhaltspunkt für Autonomie bezeichnet werden. Empirische Nachforschungen gibt es seit längerem in der Wohnungs- und Transportpolitik, allerdings ist der Bereich Jugend bis vor kurzem noch nicht systematisch abgedeckt worden. Die folgenden Studien sind somit erste Ansätze, um empirisches Wissen im Bereich Autonomie zu erfassen:

Wohnungsqualität bei jungen Erwachsenen (CEPS/INSTEAD 2006)

Aufgrund der steigenden Preise auf dem Wohnungsmarkt gründet das Ministerium für Wohnungsbau 2003 ein Observatorium für die Entwicklung am Wohnungsmarkt um über diesen Weg eine kohärente und soziale Wohnungspolitik schaffen zu können. In dem Zusammenhang beauftragt das Ministerium den CEPS/INSTEAD - im Rahmen ihrer PSELL-3-Reihe - eine Studie über die Wohnungsqualität von jungen Erwachsenen. Anhand der vom Observatorium ausgearbeiteten Indikatoren zur Messung von Komfort werden in der Untersuchung die Wohnstrukturen von jungen Erwachsenen mit denjenigen von älteren Erwachsenen verglichen, mit dem Ziel den Zugang und die Qualität der Unterkunft zu erklären.

Pouget C. (2006) : Les jeunes adultes : sont-ils bien logés ? Vivre au Luxembourg : Chroniques de l'enquête PSELL-3. Luxembourg : CEPS/INSTEAD.

Finanzielle Autonomie und selbstbestimmtes Wohnen (CEPS/INSTEAD 2008)

Im Rahmen der PSELL-3-Reihe veröffentlicht der CEPS/INSTEAD eine empirische Studie über die finanzielle Autonomie und das selbständige Wohnen von jungen Erwachsenen zwischen 18 und 29 Jahren. Die Untersuchung geht der paradoxen Frage nach, warum junge - finanziell unabhängige - Erwachsene über einen längeren Zeitraum hinweg noch in ihrem Elternhaus wohnen.

Hauret, L. (2006): Autonomie financière et autonomie résidentielle : la situation des jeunes au Luxembourg. Vivre au Luxembourg. Chroniques de l'enquête PSELL-3. CEPS/INSTEAD : Luxembourg.

Evaluation der Strukturen der Organisation Wunnéngshëllef (CESIJE 2007)

Die zweijährige Evaluationsstudie wurde im 20. Gründungsjahr der "Wunnéngshëllef" in Auftrag gegeben, mit dem Ziel, die Entwicklung des Gesamtsystems der gemeinnützigen Organisation und ihrer Mitgliedsorganisationen zu analysieren und zu bewerten.

Im Rahmen der externen Evaluation wurde untersucht, wie die Dienstleistung der "Wunnéngshëllef" gesteuert werden (die zeitlich begrenzte Vergabe von preisgünstigen Mietwohnungen an Menschen in schwierigen Lebenssituationen) und die soziale Funktion der Organisation (die Begleitung und Stabilisierung dieser Menschen im Wohnzeitraum von drei Jahren) in der Praxis umgesetzt wird.

Das Ziel der Evaluation war zum einen die Beschreibung, Analyse und Systematisierung der sozialen Fallbegleitung, die dem Konzept des "Casemanagement" nahekommt. Zum anderen bestand der Auftrag darin, Qualitätsaspekte im Gesamtkonzept der "Wunnéngshëllef" und innerhalb der Zusammenarbeit mit den Mitgliedsorganisationen zu identifizieren.

Biewers, S. & Joachim P. (2007): Wunnéngshëllef: Eine Institution im Wandel. Analyse der Erfahrungen, Interessen und Motive der Mitarbeiter als Grundlage der Konzept und Strategieentwicklung. Luxemburg: Editions du CESIJE asbl.

Unterstützungsangebote für benachteiligte Jugendliche zwischen Schule und Beruf (CESIJE 2007)

Das CESIJE wurde vom Erziehungsministeriums mit diesem Projekt beauftragt. Hauptziel war, die Perspektiven und Probleme beim Übergang von der Schule zum Beruf von gering qualifizierten und benachteiligten Jugendlichen zu identifizieren und beschreiben. Hierbei wurde ein Vergleich zwischen den Ländern Deutschland, Schweiz und Luxemburg angestrebt. In einem Workshop wurden nationale und internationale Experten sowie Praktiker zusammengebracht, um neue Zugänge zum Transitionsproblem zu erarbeiten.

Milmeister, P. & Willems, H. (Hrsg.) (2008): Unterstützungsangebote für benachteiligte Jugendliche zwischen Schule und Beruf. Expertisen aus der Schweiz, Deutschland, Luxemburg. Luxemburg: Universität Luxemburg.

Nicht Formelles Lernen

Evaluation des Pilot-Projektes „Attestation de compétences non-formelles“ (Acord / SNJ 2007)

Seit 2006 läuft ein Pilot-Projekt zur Zertifizierung von nicht formellen Kompetenzen in der außerschulischen Jugendarbeit. Freiwillig engagierte Jugendliche und junge Erwachsene erhalten bei der Durchführung von Projekten, bei der Übernahme von außerschulischen Leitungsaufgaben und der Ausbildung von Animatoren ein staatlich anerkanntes Zertifikat. Mit

der Maßnahme soll mittelfristig eine leichtere Integration des Jugendlichen in den Arbeitsmarkt gewährleistet werden. Aufgrund dieser ersten Testphase hat der Nationale Jugenddienst eine externe Evaluation des Projektes beauftragt. Mit der Untersuchung wurden im Medium von Dokumentenanalysen der erstellten Zertifikate und von Interviews mit Jugendarbeitern überprüft, inwiefern die vom Projekt gesetzten Ziele erreicht wurden. So wurden in der Befragung die Ansichten der Praktiker zur Qualität und Benutzerfreundlichkeit des Prozesses erhoben. Zusätzlich wurden Empfehlungen für mögliche Verbesserungen abgegeben – zum Beispiel eine verstärkte Kooperation mit der Arbeitswelt oder die Ausdifferenzierung der Kriterien.

Theisen A. M. (2007): *Attestation des compétences acquises dans le domaine de l'éducation non formelle. Evaluation finale.* Luxemburg : Acord s.a.

Ausbildung und Beschäftigung

Das 2005 veröffentlichte Gesetzesprojekt 5611 sieht vor, die gesetzlichen Rahmenbedingungen der Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen von jugendlichen Arbeitssuchenden an die heutigen gesellschaftlichen Umstände – unter anderem eine erhöhte Verantwortungsübernahme des Jugendlichen - anzupassen. Seitdem wurden – insbesondere vom Forschungsinstitut CEPS/INSTEAD – mehrere Studien durchgeführt, welche die Arbeitschancen und -bedingungen von Jugendlichen zum Thema haben:

Evolution der Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen (CEPS/INSTEAD 2006)

Vor dem Hintergrund dieses Gesetzesprojektes wird die seit 1978 laufende Entwicklung von Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen für Jugendliche beschrieben. Geplant sind in diesem Zusammenhang regelmäßige Untersuchungen, mit denen die Effizienz der Maßnahmen beurteilt werden kann.

Clement, F. (2006) : *Les mesures en faveur de l'emploi des jeunes de 1978 à nos jours.* Population & Emploi Nr. 20. Luxemburg : CEPS/INSTEAD.

Effizienz der Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen (CEPS/INSTEAD 2006)

Im Auftrag des Arbeitsministeriums und des ORPE (Observatoire des Relations Professionnelles et de l'Emploi) wird die Effizienz der an junge Arbeitssuchende gerichteten Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen evaluiert. Es wird überprüft, inwiefern die Chancen einer

Eingliederung in den Arbeitsmarkt und die Verdienstmöglichkeiten der Jugendlichen in einer festen Arbeitsstelle gestiegen sind.

Zanardelli, M. (2006): Evaluation de l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi au Luxembourg. Rapport final pour le compte de l'ORPE et du Ministère du Travail et de l'Emploi. Luxembourg : CEPS/INSTEAD.

Qualifizierungsmaßnahmen (MENFPS / INETOP CNAM 2006)

Im Rahmen des europäischen Leonardo da Vinci Programms – Maßnahme zur Förderung der Beschäftigungsfähigkeit - wurde ein international vergleichender (Luxemburg, Deutschland, Belgien, Frankreich) Bericht über die schulische und berufliche Situation von niedrigqualifizierten Jugendlichen aufgestellt. Beschrieben wird das Angebot an Qualifizierungsmaßnahmen, die Rolle der Ausbildung und die persönlichen Ansichten der Jugendlichen zu den Fortbildungsmaßnahmen. Auf dieser Basis wurden Empfehlungen zur Erstellung eines pädagogischen Programms ausgearbeitet.

Blanchard, Serge & Sontag, J.-C. (2006) : Accompagner les jeunes en difficulté dans leur insertion sociale et professionnelle. Rapport de synthèse du projet européen « Leonardo da Vinci » : Un modèle pédagogique pour une école de la deuxième chance ». Luxembourg : Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle; Paris : INETOP CNAM.

Erstintegration in den Arbeitsmarkt (CEPS/INSTEAD 2007)

Aufgrund des stetigen Wandels des Arbeitsmarktes und der Notwendigkeit einer entsprechenden Anpassung der Sozialversicherung werden die ersten drei Jahre nach dem Ersteinstieg in den Arbeitsmarkt analysiert. Behandelt werden die soziodemographischen Daten der Arbeitssuchenden, die Dauer der Arbeitssuche und die Charakteristika der ersten Arbeitsstelle. Darüber hinaus wird die Situation von Arbeitnehmern analysiert, welche innerhalb der ersten drei Jahre ihre Arbeitsstelle verlassen haben.

Reinstadler, H. & Hausmann, P & Ray, J.-C. (2007): L'intégration sur le marché du travail: analyse des trois ans suivant le début du premier emploi. Cas des résidents d'âge actif en 2004, ayant débuté leur carrière professionnelle au Luxembourg. Panel socio-économique. Liewen zu Lëtzebuerg. Luxembourg: CEPS/INSTEAD.

Arbeitssituation Jugendlicher zwischen 15 und 29 Jahren (STATEC 2007)

Im Auftrag des Arbeitsministeriums wird die Arbeitssituation der Jugendlichen zwischen 15 und 29 Jahren beschrieben. Hintergrund der Studie sind die zum Teil falschen Vorstellungen der

jüngeren Generation hinsichtlich der Situation des Arbeitsmarktes. Insofern sollen die Ergebnisse dazu beitragen, die Arbeitsmarktpolitik unter einer ganzheitlichen Perspektive darzustellen und somit das Phänomen Arbeitsmarkt besser zu verstehen. Inhaltlich befasst sich die Studie mit einer generellen Situationsbeschreibung; er beschreibt die Charakteristika der Arbeitsstellen (z.B. die sektorielle Verteilung oder die Dauer der Verträge), das Bildungsniveau der Jugendlichen und ihre Vorgehensweisen bei der Suche nach einer Arbeitsstelle.

STATEC (2007): Les jeunes face au marché du travail. Bulletin du STATEC Nr. 7- 2007. Luxemburg: STATEC.

Kompetenzbilanzierungen (Schläifmillen & Inter-Actions 2007)

Im Rahmen eines vom europäischen Sozialfonds finanzierten Projektes „Forward“ – eine Qualifizierungs- und Integrationsmaßnahme für jugendliche niedrig-qualifizierte Arbeitssuchende - befassen sich zwei Publikationen mit der aktuellen Debatte zur Qualifizierung von jungen Arbeitssuchenden und in diesem Zusammenhang speziell mit dem Kompetenzbegriff. Die Veröffentlichungen begründen die Notwendigkeit einer eingehenden Kompetenzförderung und -bilanzierung dieser Zielgruppen, befassen sich mit der Methodik von Persönlichkeitstests und unternehmen internationale Vergleiche zwischen den verschiedenen Berufsausbildungssystemen und Methoden der Kompetenzerfassung.

Inter-Actions asbl / Schläifmillen (2007): Evaluationsmethoden und Kompetenzbilanzen für Arbeitssuchende. Luxemburg: Inter-Actions asbl.

Inter-Actions asbl / Schläifmillen (2007) : Forward: Encourager et qualifier pour préparer l'avenir. Placement des jeunes chômeurs. Luxemburg: Inter-Actions asbl.

Inter-Actions asbl / Schläifmillen (2008): Forward. Bildung und Qualifizierung jugendlicher Arbeitsloser. Theorie und Praxis der Jugendberufshilfe. Luxemburg: Inter-Actions asbl.

Unternehmergeist

Aufgrund einer relativ rezenten Entwicklung dieser Themenstellung–die kürzliche Gründung der asbl „Jonk Entrepreneuren“ - ist noch kein systematisches Wissen zum Unternehmergeist bei jungen Erwachsenen vorhanden. Erste Forschungsansätze finden sich jedoch in den Abschlussarbeiten von Sekundarschullehrern im pädagogischen Praktikum wieder:

Projekt „Mini-Entreprise“ (2005)

Die Arbeiten der Sekundarschullehrer behandeln das Projekt „Mini-Entreprise“, eine Initiative, in welcher die Schüler unter realen Bedingungen ein kleines Unternehmen führen. Sie beschreiben und analysieren die neuen Rollen des Lehrers und der Schüler, die erforderlichen und erlernbaren Kompetenzen sowie die Schwierigkeiten und positiven Erfahrungen während der Durchführung des Projektes.

Friederich, M. (2005) : Encadrer les élèves dans une activité parascolaire « Mini-Entreprise ». Mémoire professionnel dans le cadre du stage pédagogique. Luxembourg : uni.lu.

Huss D. (2005) : Prendre goût à la responsabilité : Le projet mini - entreprise, une application réelle des savoir-faire à l'école ». Mémoire professionnel dans le cadre du stage pédagogique. Luxembourg : Uni.lu.

Neu, S. (2005) : Développer l'autonomie de l'élève et promouvoir son esprit d'entreprise à travers la création et la gestion d'une mini-entreprise. Luxembourg : uni.lu.

Soziale Inklusion

Streetwork (CESIJE 2005)

Im Rahmen des zwischen 2001 und 2004 durchgeführten Projektes „Streetwork- Jugendliche im städtischen Raum“ wird mit der Publikation „Stadtraum – Jugendraum?“ erstmalig die Situation von sozial benachteiligten Jugendlichen aus der Stadt Luxemburg beschrieben und analysiert. Fokussiert sind hier insbesondere Jugendliche, welche einen großen Teil ihrer freien Zeit an öffentlichen und halb-öffentlichen Orten verbringen. Auf der Grundlage dieser Analyse wurden Empfehlungen - z.B. zur öffentlichen Sicherheit und zu den Infrastrukturen der Stadt - für Entscheidungsträger und Jugendarbeiter ausgearbeitet.

Berg, C., Milmeister, M. & Schoos, J.: (2005): Stadtraum – Jugendraum? Vom professionellen Diskurs über Gefährdete zu multimodalen Hilfestellungen in einer vernetzten Jugendsozialarbeit. Esch/Alzette: Editions PHI, Centre d'études sur la situation des jeunes en Europe (CESIJE), Universität Luxemburg.

3.4 Aktionslinie: Ergänzung und Aktualisierung des Wissens über Jugend

Die folgenden Untersuchungen gelten als Ergänzung und Aktualisierung von Forschungsansätzen und Maßnahmen, welche vor 2004 eingeleitet wurden. Ab 2004 wurden insbesondere in den Bereichen Partizipation, Bildung und Gesundheit verschiedene Fragestellungen vertiefend behandelt beziehungsweise unterschiedliche Jugendprojekte evaluiert. Auf Basis der Ergebnisse enthalten viele empirische Arbeiten mittlerweile Aktionspläne, die in den nächsten Jahren umgesetzt werden sollen.

Partizipation

Einer der Schwerpunkte der luxemburgischen Jugendpolitik liegt seit jeher in der Förderung der Partizipation der Jugendlichen. Der nationale Bericht über die Priorität „Partizipation“ zeigt die vielfältigen Maßnahmen, Projekte und Aktivitäten auf, welche in den letzten Jahren von den luxemburgischen Jugendeinrichtungen organisiert wurden. Wurden in jenem Bericht bereits die Beteiligungsstrukturen und –projekte systematisch aufgelistet, so wurden ab 2004 statistische Bestandsaufnahmen zu den Beteiligungsformen und den jeweiligen Motivationen der Heranwachsenden angeführt:

Sensibilisierungskampagne zur politischen Partizipation (SeSoPi & SNJ 2004)

Das Dokument entstand im Rahmen einer Sensibilisierungskampagne zu den Kommunalwahlen von 2005. Die Kampagne zielte darauf ab, die ausländischen Einwohner für eine Einschreibung in die Wählerlisten zu motivieren. Darüber hinaus soll die Publikation ein Instrument für die Jugendarbeiter darstellen, mit dem sie die Heranwachsenden für die Mitbestimmung an gesellschaftlichen und politischen Themenstellungen motivieren können. Neben praktischen Vorschlägen werden theoretische Grundlagen zur Partizipation angeführt und Daten über die Art, Intensität und Gründe der Teilnahme angeführt, wobei hier auch eigens die Teilnahme von ausländischen Jugendlichen angesprochen wird.

SeSoPi Centre Intercommunautaire a.s.b.l. & Service National de la Jeunesse (2004) : Bouger... pour faire bouger... Brochure pédagogique de sensibilisation des jeunes et des ressortissants étrangers à la participation sociale, politique et électorale. Luxembourg : Imprimerie Saint-Paul.

Mitbestimmung der Jugendlichen (CIJ 2005)

Im Rahmen der europäischen Zusammenarbeit der EU-Mitgliedsstaaten bei der Europäischen Jugendkarte debattierten Jugendliche in Gruppendiskussionen über ihre unterschiedlichen Beteiligungsformen und -ebenen sowie über ihre Motivationen und Gründe ihres Engagements. Bei der Interpretation der Ergebnisse wurde zwischen den Variablen Geschlecht, Region und Alter unterschieden. Im Anschluss an den nationalen Bericht wurden die Daten mit den anderen beteiligten Ländern verglichen und somit Ähnlichkeiten und Differenzen bei den beteiligten Ländern aufgezeigt.

Saffran, A. & Diderich, G. (2005): „Youth Participation“. Final National Summary Report. Focus Groups held within the international Research Project of the “EYCAdeMy” for “Centre-Information-Jeunes” 2005. Luxemburg: Centre Information Jeunes.

Seit 2004 sind zudem mehrere Evaluationen von europäischen Jugendprogrammen durchgeführt worden und somit Bemühungen entstanden, das Wissen über die Partizipationsformen der Jugendlichen und deren Motivationen zu verbessern und zu ergänzen:

Evaluation der europäischen Kampagne „All verschidden, all d’selwecht“ (INSIDE/Uni.lu 2007)

Die Kampagne wurde im Rahmen der Europäischen Initiative „Alle verschieden, alle gleich – Europäische Kampagne der Jugend für Vielfalt, Menschenrechte und Partizipation“ gestartet und vom Nationalen Jugenddienst geleitet. In Projekten setzen sich die Jugendlichen mit den oben erwähnten Themen auseinander und können dementsprechend aktiv an gesellschaftlichen Entwicklungen teilnehmen. Im Anschluss an die Kampagne unternimmt die Universität Luxemburg eine Programmevaluation, in der mittels Experteninterviews mit Organisatoren und Projektverantwortlichen überprüft wird, ob die Zielsetzungen der Kampagne erreicht wurden, inwiefern die verschiedenen Projekte von den Jugendlichen wahrgenommen wurden und welche nachhaltigen Wirkungen die Projekte auf der Einstellung- und Verhaltensebene der Jugendlichen haben.

Steffgen, G. & Knell, G. & Wimpfheimer, J. (2007): Evaluation der Kampagne „All verschidden, all d’selwecht“ Eine Untersuchung zur Wirkung und Nachhaltigkeit des Programmteils „OFF“. Luxemburg: Uni.lu.

Evaluation des europäischen Programms JUGEND (2000-2006) (CESIJE 2007)

Mit dem von der Europäischen Kommission aufgelegten Aktionsprogramms JUGEND (2000-2006) wurde es Jugendlichen in Europa gemäß der jugendpolitischen Vorgaben des Weißbuches ermöglicht, an internationalen Austauschprogrammen teilzunehmen, Freiwilligendienste zu leisten oder Projekte zu initiieren und selbstverantwortlich durchzuführen. Koordiniert und unterstützt wurden die Einzelprojekte und Aktionen von der hierzu ernannten Nationalagentur. Die teilnehmenden Länder waren aufgefordert, auf nationaler Ebene eine Programmevaluation durchzuführen, um die Wirkungen des Programms JUGEND zu analysieren und in einem nationalen Bericht zusammenzuführen. Dieser wurde abschließend in einen zentralen Evaluationsbericht aller teilnehmenden Länder integriert und von der Europäischen Kommission ausgewertet. Die Ergebnisse fließen u.a. in die Weiterentwicklung des Folgeprogramms JUGEND IN AKTION (2007-2013) ein.

Das CESIJE führte im Jahr 2007 die Evaluation des Programms JUGEND durch und erstellte den nationalen Bericht für das Land Luxemburg.

Biewers, S. (2007): Nationaler Bericht zur Umsetzung und Wirkung des gemeinschaftlichen Aktionsprogramms JUGEND in Luxemburg. Luxemburg: Editions du CESIJE asbl..

Evaluation der Jugendforen im Rahmen des Jugendkommunalplanes (4motion 2008)

Aufgrund der regelmäßigen Aktualisierung des Jugendkommunalplanes beauftragt das Ministerium die Jugendorganisation 4motion - seit 2002 verantwortlich für die Durchführung der Jugendforen - eine Evaluation der zwischen 2002 und 2007 durchgeführten Foren vorzunehmen. Zielgruppe sind die Gemeindeverantwortlichen und die Jugendlichen; die Fragestellungen der Evaluation beziehen sich auf die soziodemographischen Daten der Jugendlichen die Organisation der Jugendforen, die Mitwirkung der Heranwachsenden und die Auswirkungen des Forums auf die Jugendkommunalpolitik. Die Evaluation beinhaltet zudem Empfehlungen für zukünftige Vorgehensweisen.

4motion (2008): Rapport d'évaluation des forums des jeunes au Grand-Duché de Luxembourg 2002-2007. Esch/Alzette : 4motion.

Information

Kurz vor Annahme der gemeinsamen Zielsetzungen veröffentlichte der Nationale Jugenddienst eine Studie zur Internetnutzung¹⁴ der Jugendlichen. Zum Zeitpunkt der Annahme dieser Zielsetzungen wurde eine breiter angelegte Untersuchung über die Nutzung sämtlicher Medien vom Jugendinformationszentrum durchgeführt:

Mediennutzung (CIJ 2005)

Im Rahmen der europäischen Zusammenarbeit der EU-Mitgliedsstaaten bei der Europäischen Jugendkarte debattierten Jugendliche in Gruppendiskussionen über ihr Verhalten bei der Mediennutzung und der Informationssammlung. Bei der Interpretation der Resultate wurde zwischen den Variablen Geschlecht, Alter und Bildungsstand unterschieden. Im Anschluss an den nationalen Bericht wurden die Daten mit den anderen beteiligten Ländern verglichen und aus einer ganzheitlichen Perspektive betrachtet.

Saffran A. & Diderich, G. (2005): Youth information and media. Luxemburg: Centre Information Jeunes.

Abbau von Diskriminierung

In Luxemburg wird dieser Prioritätsbereich insbesondere durch die Gender- und Gewaltforschung abgedeckt. Letzteres wird in Luxemburg seit Anfang 2000 betrieben und bildet an der Universität Luxemburg mittlerweile ein festes Standbein. Wurde in den letzten Jahren insbesondere Grundlagenforschung betrieben, so lässt folgende Studie erkennen, dass in der Gewaltforschung vertiefende Konzepte hinzugetreten sind, welche das Gewaltphänomen unter einer neuen Perspektive beleuchten möchte.

Die Genderforschung befindet sich noch in ihren Anfängen, kann aber bereits auf die praktischen Erfahrungen des Girls' Days zurückgreifen.

¹⁴ Service National de la Jeunesse : Les jeunes face à l'Internet. Analyse menée par le SNJ sur base d'un sondage effectué par Ilres dans le cadre du plan d'action Luxembourg.

Gewalt in der Schule und Cyberbullying (INSIDE / Uni.lu 2006)

Seit dem Jahr 2000 werden am damaligen „Centre Universitaire“ beziehungsweise in der heutigen Forschungsabteilung INSIDE der Universität Luxemburg Untersuchungen zum Gewaltphänomen bei Jugendlichen durchgeführt. Die Studien behandeln vor allem die Gewalt im schulischen Kontext und in den Medien. Im schulischen Bereich befassen sich die Arbeiten hauptsächlich mit den individuellen Wahrnehmungen von Gewalt aus der Opfer- und Beobachterperspektive sowie statistischen Angaben zum Ausmaß und der Ausprägung von Gewalt. Aufgrund des steigenden Missbrauchs der Medien bei Jugendlichen unternimmt die Universität Luxemburg aktuell eine Evaluation eines vom Wirtschaftsministerium eingeleiteten Präventionsprogramms zum Cyber Bullying.

Steffgen G. & Ewen, N. (Hg.) (2004): Gewalt an Luxemburger Schulen. Stand der Forschung. Luxemburg: Uni.lu.

Gewalt in der Jugendarbeit (SNJ 2007)

Neben einem praktisch orientierten Modul zum Umgang mit Gewalt im Rahmen der Jugendarbeit wird in dem thematischen Dossier der theoretische Rahmen zur außerschulischen Bildungsarbeit und zum Phänomen Gewalt dargelegt. Es wird eine Begriffsbestimmung vorgenommen, in der Bildung – in diesem Zusammenhang die Entwicklung von individuellen und sozialen Fähigkeiten – als Potenzial für die Vermeidung oder Minderung von Gewalthandlungen des Heranwachsenden angesehen wird.

Nilles J.-P. & Ecker, T. & Dabrowska J. (2007): Jugend und Gewalt. Eine Konzept und Projektidee für Jugendhäuser.

Evaluation des Girls' Days (INSIDE/Uni.lu 2006)

Der Girls' Day findet in Luxemburg seit 2002 statt und soll mit praktischen Angeboten und Aktionen das Interesse der Mädchen an technischen Berufen wecken und ihnen somit ein erweitertes Berufsspektrum zur Verfügung stellen. Da der Girls' Day zum Zeitpunkt der Evaluation seit 5 Jahren besteht, wurden zwecks Verbesserungsbemühungen die Wirkungen des Aktionstages überprüft. Anhand einer Dokumentenanalyse unternimmt die Evaluation einerseits eine Bestandsaufnahme zur Berufsorientierungslandschaft in Luxemburg. Andererseits werden die Schülerinnen in einem Fragebogen zu ihren Lernerfahrungen und dem Einfluss des Aktionstages auf ihre Berufsorientierung befragt

Schumacher, A. & Wagener R. (2006): Der Girls's Day – Aktionstag zur Erweiterung des Berufswahlspektrums von Mädchen und jungen Frauen. Endbericht. Luxemburg: uni.lu.

Bildung

Die PISA-Studie wurde erstmalig 2000 in Luxemburg durchgeführt und kann als Hauptauslöser für die nachfolgenden empirischen Arbeiten angesehen werden. Die wichtigste Folgemaßnahme nach PISA 2003 war die sukzessive Neustrukturierung der Sprachpolitik. Zudem wurden Untersuchungen in die Wege geleitet, die nicht nur die schulischen Curricula, sondern auch die Begleiteffekte – Klassenwiederholen, Schulabbruch - des Schulbesuchs in den Blick nehmen. Es sind also Entwicklungen zu erkennen, mit denen eine ganzheitliche Sichtweise auf die Lebenswelt des Schülers angestrebt wurde.

PISA-Studie (SCRIPT & Uni.lu)

Die im Auftrag der OECD durchgeführte internationale Schulleistungsstudie PISA - welche seit 2000 alle 3 Jahre bei 15-jährigen Schülern verwendet wird - legt bei ihrer Evaluation von 2006 ihren Fokus auf den Bereich „Naturwissenschaften“. Wurden die Studien von 2000 und 2003 ausschließlich vom SCRIPT durchgeführt, so wurde beim dritten Leistungstest von 2006 die Forschungseinheit EMACS an der Universität Luxemburg zwecks wissenschaftlicher Begleitung hinzugezogen.

Blanke, I. & Böhm B. &/ Lanners M. (2004): PISA 2003. Kompetenzen von Schülern im internationalen Vergleich. Nationaler Bericht Luxemburg. Luxemburg : Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle / SCRIPT.

Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle / SCRIPT & EMACS (2007) : PISA 2006. Nationaler Bericht Luxemburg. Luxemburg: Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle.

PIRLS-Studie (SCRIPT 2007)

Luxemburg hat sich 2006 erstmals an der internationalen PIRLS-Studie (Progress in International Reading Literacy Study) beteiligt. Die Studie erfasst die Lesekompetenz der Primärschüler und wird von der IEA (International Association for the Evaluation of Educational Achievement) durchgeführt. Das CESIJE hat zur Auswertung der Luxemburger Daten beigetragen.

Berg, C., Bos, W., Hornberg, S., Kühn, P., Reding, P. & Valtin, R. (Hrsg.) (2007): Lesekompetenzen Luxemburger Schülerinnen und Schüler auf dem Prüfstand. Ergebnisse, Analysen und Perspektiven zur Pirls 2006. Münster/New York/München/Berlin: Waxmann.

Schulabbruch (Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (2005-2008)

Der Schulabbruch gilt als ein Indikator, welcher die Qualität und Effizienz des Schulsystems messen kann. Im Rahmen der Reformbemühungen der schulischen Curricula wurden seit 2005 vom Bildungsministerium 3 konsekutive Studien zu diesem Thema verfasst. Mittels Kohortenanalysen und Fragebögen wurden das Ausmaß, die Evolution und die Gründe des Schulabbruchs beschrieben. In der 2. und 3. Studie werden bereits realisierte Maßnahmen angeführt, mit denen ein vorzeitiger Abbruch vermieden werden sollte. Die 3. Studie von 2008 betont zudem die Notwendigkeit, die Laufbahn von Jugendlichen zu analysieren, welche weder in Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen noch in festen Arbeitsstellen vorzufinden sind.

Unsen, M. / Vallado D. / Barthelemy M. (2005): Etude sur les élèves quittant prématurément nos écoles (2003-2004). Principaux résultats. Luxembourg : Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle.

Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (2006) : Le décrochage scolaire au Luxembourg: Parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire. Raisons entraînant l'arrêt des études). Luxembourg : Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle.

Unsen, M. / Barthelémy M. (2008): Etude sur les élèves quittant prématurément nos écoles. Mai 2006 à avril 2007 – Parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire. Causes du décrochage. Luxembourg : Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle.

Klassenwiederholen (SCRIPT 2006-2007)

Aus denselben Gründen veröffentlicht der SCRIPT eine Studie über das „Klassenwiederholen“ im primären und postprimären Bereich. In derselben wird eine Bestandsaufnahme zu den soziodemographischen Charakteristika der Schüler vorgenommen und die eingeschlagenen Reformen hinterfragt. Zudem werden neue Ansätze besprochen und Lösungsansätze in der Neustrukturierung des Lehrplans (z.B. Elternarbeit, Förderpläne, Reform des Sprachunterrichtes) ausgearbeitet. Die Untersuchung ist langfristig orientiert da die Daten kontinuierlich erhoben werden und künftige Studien die Entwicklungslinien darlegen sollen.

Landrebe, G. (2005) : Analyse des « Klassenwiederholens » im primären und postprimären Bereich. Luxemburg: Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques.

Landgrebe, G. (2006) : Analyse des Klassenwiederholens im primären und postprimären Bereich. 2. Ausgabe. Luxemburg: Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques.

Sprachpolitik (Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle & SCRIPT & CESIJE 2005-2008)

Aufgrund der luxemburgischen Mehrsprachigkeit und deren Herausforderungen in Luxemburg wird der schulische Sprachunterricht sowohl in der Grundschule als auch in der Sekundarschule einer umfassenden Analyse und Neustrukturierung unterzogen. Im Bildungsministerium wird schrittweise eine entsprechende Forschungsreihe durchgeführt.

- 2005 wurde vom CESIJE eine Bestandsaufnahme zur gegenwärtigen Situation der luxemburgischen Sprachpolitik und des Sprachlehrplans (z.B. der Zusammenhang zwischen der Nationalität und den sprachlichen Kompetenzen in den Schulfächern) verfasst.
- Eine Expertengruppe im Europarat führte auf dieser Grundlage eine Evaluation durch und erstellte einen Zwischenbericht mit Empfehlungen, der mit unterschiedlichen Vertretern der Ministerien diskutiert wurde.
- 2006 wurde vom Bildungsministerium ein Profil erarbeitet, das die Charakteristika und Herausforderungen der Sprachpolitik im Detail identifiziert und Entwicklungsperspektiven aufzeigt.
- Im Dialog mit Lehrkräften wurde schließlich vom Bildungsministerium in Zusammenarbeit mit dem CESIJE ein Aktionsplan 2007-2009 aufgestellt. Die Aktionslinien sollen insbesondere die Qualität der Sprachkenntnisse und der Kommunikationsfähigkeiten verbessern.
- Als eine Teilmaßnahme des Aktionsplanes wurde ein Leitfaden für den kompetenzorientierten Sprachunterricht entwickelt, mit dem die unterschiedlichen Schulformen mit der Bereitstellung von Bildungsstandards ihre eigenen Kompetenzprofile erarbeiten und miteinander abstimmen können. Durch die Bereitstellung von Bildungsstandards können erwünschte Lernergebnisse verfolgt und dementsprechend die Qualität der Ausbildung gesichert und gesteigert werden

Berg, C. & Weis, C. (2007): Réajustement de l'enseignement des langues. Plan d'action 2007-2009: Contribuer au changement durable du système éducatif par la mise en œuvre d'une politique linguistique éducative. Luxembourg : Editions du CESIJE.

Kühn, P. (2008) : Bildungsstandards und Sprachen. Leitfaden für den kompetenzorientierten Sprachunterricht in Luxemburg. Luxembourg: Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle / Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques.

Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (2006) : Profil de la politique linguistique éducative. Grand-duché de Luxembourg. Luxembourg : Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle & CESIJE.

Berg, C. & Weis, C. (2005): Sociologie de l'enseignement des langues dans un environnement multilingue. Rapport national en vue de l'élaboration du profil des politiques linguistiques éducatives luxembourgeoises. Luxembourg : Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle & CESIJE.

Soziale Inklusion: Jugendschutz

Das aktuelle Jugendschutzgesetz (Loi relative à la Protection de la Jeunesse du 10 août 1992) wird seit einigen Jahren grundsätzlich hinterfragt und diskutiert¹⁵. Aufgrund der gegenwärtigen restriktiven Bestimmungen im Jugendschutzgesetz fordern die Diskutanten die Aufwertung der Elternarbeit und eine verstärkte Beteiligung der Kinder und Jugendlichen an den Entscheidungen der verschiedenen Instanzen. Dementsprechend finden in der Kammer und den Parteien beständige Bemühungen statt, die Situation der Kinder- und Jugendhilfemaßnahmen zu verbessern und neue Gesetzesprojekte zu erarbeiten. Das Gesetzesprojekt „5754 relatif à l'aide à l'enfance“ soll die oben erwähnten Aspekte in ihren Bestimmungen integrieren.

„Ombuds-Comité“ für die Rechte des Kindes (Ombudskomitee fir d'Rechter vum Kand, 2003-2007)

Das „Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand“ verfasst seit 2003 einen Jahresbericht für die Regierung in der die derzeitigen luxemburgischen Kinder- und Jugendhilfemaßnahmen (u. a. Statistiken) beschrieben, aktuelle Themenstellungen über Kinderrechte diskutiert und Empfehlungen für zukünftige Vorgehensweisen im Jugendschutzbereich angeführt werden.

¹⁵ Ein Auslöser ist der Bericht der Spezialkommission „Jeunesse en Détresse“ (2003): Débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg. 27. Oktober 2003.

Ombudskomitee fir d'Rechter vum Kand : Rapport au Gouvernement et à la Chambre des Députés. Luxemburg (Rapports 2003-2007)

Evaluation des "Centre de médiation" (CESIJE 2007)

Die Evaluationsstudie richtet ihren Blick sowohl auf die internen Strukturen und Arbeitsweisen im Centre als auch auf die externen Strukturen, das heißt, den Kontext (politisches, juristisches, soziales Umfeld) in dem sich das Centre bewegt. Diese Vorgehensweise war wichtig vor dem Hintergrund vielfältiger gesellschaftlicher Veränderungen wie zum Beispiel der zunehmenden Professionalisierung der Mediatoren, der steigenden Nachfrage nach Mediation und ihrer Anbieter.

Das charakteristische Konzept und die spezifischen Arbeitsweisen des "Centre de Médiation" konnten ausgearbeitet und Handlungsempfehlungen formuliert werden, damit das Centre auch den zukünftigen Anforderungen innerhalb und außerhalb des Centre gerecht werden kann.

Joachim, P. (2007): La qualité de médiation au service du développement institutionnel du Centre de Médiation. Luxembourg: Editions du CESIJE asbl.

Gesundheit

Im Rahmen der HBSC Studie (Health Behavior of School-Aged Children) - eingeleitet von der Weltgesundheitsorganisation - wurde 2002 eine Untersuchung zum Wohlbefinden von 11-17-jährigen Jugendlichen veröffentlicht. Häufig beziehen sich die darauf folgenden Untersuchungen auf diese erste grundlegende Publikation im Gesundheitsbereich. Zudem wird die Drogenproblematik in Luxemburg methodisch beobachtet.

Wohlbefinden von Jugendlichen aus der 5. und 6. Klasse (Ministère de la Santé & Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle 2005)

In Erweiterung an die Untersuchung aus dem Jahr 1999/2000 wurde 2005 eine Zusatzstudie zum Wohlbefinden von Jugendlichen aus der 5. und 6. Klasse veröffentlicht. Da im luxemburgischen Schulsystem - im Gegensatz zu den meisten Ländern – das 5. und das 6. Schuljahr als Grundausbildung gilt - wurden diese beiden Studien zeitversetzt veröffentlicht. Auch diese Studie befasst sich neben den Analysen zum gesundheitlichen Wohlbefinden mit der Lebenswelt und dem sozialen Umfeld der Jugendlichen (z.B.: Familie, Freizeit, Freunde).

Wagener, Y. & Henschen M. & Petry, P. (2005): Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg. 5. und 6. Klasse /Grundschule. Luxemburg: Ministère de la Santé & Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle.

Gesundheit, Motorik und Sport (Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle & Ministère de la Santé 2004)

Die Studie wird im Rahmen des Europäischen Jahrs des Sports durchgeführt und untersucht bei 9-, 14-, und 18-Jährigen – auch unter Verwendung des HBSC-Fragebogens – die Wechselwirkung zwischen den Variablen Gesundheit, motorische Leistungsfähigkeit und körperlich-sportliche Aktivität. Mit den Ergebnissen werden neue Konzepte und Curricula zur Förderung der motorischen Entwicklung von Kindern und Jugendlichen in der Schule erarbeitet. Auf dieser Grundlage will die Studie eine nationale Debatte über den Stellenwert von Bewegung und Sport in die Wege leiten. Dieser Publikation sollen weitere folgen, mit dem Ziel, Veränderungen bei den sportlichen Aktivitäten von Kindern und Jugendlichen zu erschließen.

Bös, K. & Brochmann, C. & Eschette, H. u. a. (2004): Gesundheit, motorische Leistungsfähigkeit und körperlich-sportliche Aktivität von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg. Untersuchung für die Altersgruppen 9, 14 + 18 Jahren. Kurzbericht zum Forschungsprojekt. Luxemburg: Universität Karlsruhe & Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle/ SCRIPT & Ministère de la Santé / Département ministériel des Sports.

Bestandsaufnahme zur Drogenproblematik (CRP-Santé u.a. 2007)

Seit 2001 wird im Kontext der „Europäischen Beobachtungsstelle für Drogen und Drogensucht“ ein Jahresbericht zur Drogenproblematik in Luxemburg erstellt, in der die politischen und sozialen Rahmenbedingungen, die soziodemographischen Daten und die Maßnahmen zur Bekämpfung der Drogensucht aufgenommen wurden. Eigens zum jugendlichen Drogenkonsum sind in der Veröffentlichung statistische Angaben über die Art der Drogenkonsums und eine Auflistung von präventiven Projekten in der Schule vorzufinden.

Origer, A.: L'Etat du phénomène de la drogue au Grand-Duché de Luxembourg. Luxemburg : CRP- Santé & CES Point Focal Luxembourgeois de l'O.E.D.T. (Rapports 2001-2007)

3.4 Aktionslinie: Erleichterung des Zugangs zum Wissen über Jugend und Gewährleistung der Benutzerfreundlichkeit der entsprechenden Informationen

Seit der Annahme der gemeinsamen Zielsetzungen ist der Zugang zum Wissen über Jugend auf mehreren Ebenen zu erkennen:

- Im Dokumentationszentrum des CESIJE werden seit nunmehr über 10 Jahren Forschungsarbeiten zur Jugend in Luxemburg gesammelt. Zur Zeit wird in Zusammenarbeit mit dem Bibliotheksdienst der Universität Luxemburg die Übernahme aller Werke in den nationalen Gesamtkatalog ALEPH vorbereitet.
- Konferenzen und Workshops werden mittlerweile regelmäßig von der Universität, den unterschiedlichen Ministerien und den Jugendorganisationen angeboten. Häufig finden die Vorträge in Zyklen statt, so dass die Interessierten die Möglichkeit haben, sich mit verschiedenen Themenstellungen intensiver zu befassen. Zudem beinhalten viele Veranstaltungen praxisorientierte Module, in denen die Teilnehmer aktiv an der Ausarbeitung von Handlungsalternativen arbeiten können.
- Der Jugendkommunalplan ist als dezentralisiertes Instrument konzipiert, mit der die nationale Jugendpolitik auf die regionale und lokale Ebene übertragen werden soll. Das Konzept gibt den Kommunen die Chance, die Bedürfnisse der jugendlichen Einwohner systematisch zu erfassen, diese publik zu machen und regelmäßig zu aktualisieren. Die Erfahrungen der letzten Jahre zeigen die Herausforderung auf, die empirische Situations- und Bedarfsanalyse stärker im Aktionsplan zu verankern und diesen als selbstverständlichen Bestandteil in die Gemeindepolitik zu integrieren. Auf lokalem Niveau könnte somit das Wissen über die jugendlichen Einwohner langfristig und schrittweise erhöht werden.
- Das EKCYP¹⁶ trägt dazu bei, die Daten systematischer aufzubereiten und einem breiteren Publikum zugänglich zu machen, insbesondere auch politischen Entscheidungsträgern.
- Im Bereich der Evaluation und Qualitätssicherung¹⁷ finden auf Initiative der Ministerien und Forschungsinstitutionen zunehmend Bemühungen statt, den Jugendeinrichtungen und

¹⁶ Nähere Beschreibung siehe Kapitel 6

¹⁷ Siehe Kapitel 4

den Schulen Instrumente zur Verfügung zu stellen, mit welchen sie ihre Arbeitsprozesse, Projekte und Programme eigenständig evaluieren können. Zu erwähnen sind hier insbesondere die Ansätze in der Jugendarbeit (z.B. Qualitätssicherung in den Jugendhäusern und den Jugendverbänden), aber auch die Reformen im schulischen Bereich. Die jeweiligen Ergebnisse aus den Qualitätssicherungsprojekten erhöhen somit schrittweise den Wissensstand über die jugendspezifischen Themenstellungen.

- Wie bereits angeführt, fordert das neue Jugendgesetz eine intensive Auseinandersetzung mit den Belangen der Jugendlichen. Angestrebt werden insbesondere verstärkte Verhandlungen zwischen den Vertretern der Jugendorganisationen beziehungsweise dem Jugendparlament und der Regierung sowie regelmäßige Publikationen über jugendspezifische Themenstellungen.
- Da viele Projekte und Untersuchungen im Auftrag der Ministerien durchgeführt werden, wird die Öffentlichkeit meist durch die Presse über die laufenden Entwicklungen informiert.
- Die in diesem Bericht angeführten Einrichtungen sind bemüht, ihre Forschungsarbeiten, Projekte und Ergebnisse zunehmend im Internet zur Verfügung zu stellen. Zu den zentralen Institutionen gehören die Universität, die Nationalbibliothek, der Nationale Jugenddienst, das Jugendinformationszentrum, der SCRIPT, die Ministerien.
(www.uni.lu , www.bnl.lu , www.snj.lu , www.script.lu , www.cij.lu , www.youth.lu , www.mifa.lu , www.men.lu , www.ms.lu)

Es ist zu erkennen, dass der Zugang zum Wissen über Jugend in den letzten Jahren erleichtert und erhöht wurde. Da die Universität Luxemburg und das Jugendgesetz erst kürzlich gegründet wurden, sind entsprechende Schritte zwar noch nicht fertig gestellt; mit den rechtlichen Verankerungen ist in Luxemburg aber mittlerweile das Potenzial vorhanden, sich den gemeinsamen Zielsetzungen und Aktionslinien schrittweise anzunähern.

4. Instrumente und Methoden in der Jugendforschung

Ziel 3

Gewährleistung von Qualität, Vergleichbarkeit und Relevanz des Wissens im Bereich der Jugendpolitik durch Anwendung geeigneter Methoden und Instrumente

Mit der Gründung der Universität und der Entwicklung von Qualitätssicherungssystemen wurden die angewandten Forschungsmethoden schrittweise ausgebaut. Die Kleinräumigkeit von Luxemburg und die schwierige Messung von pädagogischen Prozessen erschweren allerdings die Entwicklung von eigenen Methoden und spezifischen Indikatoren, so dass die Institute noch häufig auf ausländische Referenzen zurückgreifen:

4.1 Aktionslinie: Entwicklung geeigneter Instrumente und Methoden

Der quantitative und qualitative Ausbau der Forschungsmethoden lässt sich nicht zuletzt auf die zunehmende interdisziplinäre und sektorübergreifende Zusammenarbeit zurückführen. Die hier angeführten Maßnahmen wurden zumeist durch den Austausch zwischen unterschiedlichen Instanzen und Disziplinen realisiert:

Arbeiten zur Grounded Theory Methodology

Im Zusammenhang mit der Forschungsarbeit am CESIJE wurden auch wissenschaftliche Methoden wie etwa die Kodierpraxis der „Grounded Theory Methodology“ reflektiert.

Berg, C. & Milmeister, M. (2007): Im Dialog mit den Daten das eigene Erzählen der Geschichte finden. Über die Kodierverfahren der Grounded Theory Methodologie. In G. Mey & K. Mruck (Hrsg.): Grounded Theory Reader. HSR-Beiheft 19 (S. 182-210). Köln: Zentrum für Historische Sozialforschung.

Methoden der Qualitätssicherung

Qualitätssicherung in den Jugendhäusern

Das Ministerium für Familie und Integration hat das CESIJE an der Universität Luxemburg im Jahr 2007 erstmals damit beauftragt, die externe Evaluation des Qualitätsentwicklungsprozesses der Jugendhäuser durchzuführen.

Ziel des Qualitätssicherungsprozesses ist es einerseits, gemeinsam mit den beteiligten Akteuren die kontinuierliche Weiterentwicklung von Qualitätsstandards Offener Jugendarbeit und ihre

Implementierung in das Gesamtsystem der kommunalen Jugendarbeit zu erreichen und andererseits die Qualität der pädagogischen und konzeptionellen Handlungsansätze in den Jugendhäusern zu sichern und zu professionalisieren.

In einer kooperativen Zusammenarbeit des IKAB (Institut für angewandte Kommunikationsforschung in der außerschulischen Bildung), der "Entente des Maisons de Jeunes" und des Familienministeriums wurde hierzu ein Methodenset erarbeitet, mit dem die Fachkräfte in den Jugendhäusern ihre Handlungsziele, Methoden und Ansätze sowie die Rahmenbedingungen ihrer Arbeit kontinuierlich evaluieren können.

Das CESIJE erhebt anhand von Dokumentenanalysen, Leitfadeninterviews und Gruppendiskussionen mit Trägervertretern und Mitarbeitern der Jugendhäuser Daten zum Ist-Stand der Qualitätsentwicklung und analysiert diese anhand von Indikatoren und hierauf abgestimmten Bewertungsinstrumenten. Ziel der sich jährlich wiederholenden Evaluation ist es, die Entwicklungen im Prozess der Qualitätssicherung in der Offenen Jugendarbeit abzubilden und kontinuierlich weiterzuentwickeln.

Qualitätssicherung in der Heimerziehung

Im Auftrag des Familien- und Integrationsministeriums führt INSIDE im Feld der Heimerziehung von Kindern und Jugendlichen zwischen 2007 und 2009 ein Projekt zur Ausarbeitung von Qualitätsstandards durch, mit denen die Situation und Bedürfnisse der Heimbewohner erfasst und verbessert werden können. Orientiert wird sich hier sowohl an vorhandenen nationalen Standards als auch an zusätzlichen internationalen Kriterien, welche die Lebenswelt der Jugendlichen möglichst ganzheitlich abdecken sollen (z.B. Pädagogische Beziehung, Transparenz von Prozessen).

Qualitätssicherung in den Pfadfinderverbänden

Das CESIJE entwickelte im Laufe der Evaluation des Ausbildungssystems der Pfadfinder (FNEL) ein Konzept, mit welchem die Qualität des Ausbildungssystems eigenständig und regelmäßig von den Mitgliedern begleitet werden kann. Das Konzept beinhaltet die kontinuierliche Festlegung von Qualitätskriterien, die Entwicklung von Zielsetzungen und Indikatoren und die Umsetzung und Bewertung der Veränderungsmaßnahmen. Bei dieser Methode werden alle Organisationsebenen in den Prozess mit einbezogen.

Qualitätssicherung im Bildungssystem

Die Einführung einer systematischen Qualitätsentwicklung im Unterrichtswesen wurde kürzlich in einem Gesetzesprojekt zur Umstrukturierung des SCRIPT¹⁸ angeführt. Im Rahmen der Reformbemühungen sind mehrere Projekte eingeleitet worden:

- Geplant ist die Einführung eines Schulmonitorings, welches die Schulqualität nach ausgewählten Kriterien (z.B. Bildungsstandards) mittels Langzeitstudien systematisch erfassen möchte.
- Das Aktionsprotokoll für Schulqualität (PAQS) ist ein Evaluations- und Begleitinstrument, das von den Schulen für die Ausarbeitung von Entwicklungsplänen genutzt werden kann. Aktuell orientiert sich das Konzept noch an ausländischen Evaluationsmethoden und -standards.

Entwicklung von Indikatoren

Während die Indikatorenentwicklung in der Bildungs-, Armut- und Werteforschung - beispielsweise im Bereich der Sprachkompetenzen – bereits zugange ist, so laufen entsprechende Forschungsaktivitäten im Jugendsektor eher langsam an. Erklärbar ist diese Tendenz wegen der schwierigen Messbarkeit des pädagogischen Handelns: so können in Erziehungs- und Sozialisationsprozessen keine direkten Kausalzusammenhänge festgestellt werden. Zu verschiedenen Themenbereichen finden allerdings Bemühungen statt, die Lebensbereiche der Jugendlichen mit Hilfe von standardisierten Variablen zu erfassen:

In der Sozialen Arbeit werden die meisten Themen- und Fragestellungen nach allgemeinen soziodemographischen Kriterien „Alter, Geschlecht, Bildungsniveau und regionale Zusammensetzung untersucht. Weitere Differenzierungen finden sich bei den Studien zur

- Gewalt: physische, psychische, personale, strukturelle, sexuelle und selbstgerichtete Gewalt
- Situation der Jugendlichen auf dem Arbeitsmarkt: Arbeitslosenrate, Dauerhaftigkeit der Arbeitssuche und -stelle, Charakteristika der ersten Arbeitsstelle.

¹⁸ Projet de loi portant modification

1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet

- a) création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ;
- b) la création d'un Centre de Technologie de l'Education ;
- c) 'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Education [...]

- Prävalenz des Drogenkonsums: soziodemographische Daten, Häufigkeit der Gerichtsverhandlungen, Quantität des Drogenkonsums.

Mit der Attestierung von nicht formellen Kompetenzen wurden im Kontext eines BENELUX-Seminars im Jahr 2005 Qualitätsindikatoren ausgearbeitet, welche die Sachdienlichkeit der Freiwilligenaktivitäten absichern sollen. Zudem werden in der Steuerungsgruppe des luxemburgischen Pilot-Projektes zur Attestierung von nicht formellen Kompetenzen Indikatoren festgelegt, revidiert und ausdifferenziert, mit denen die erworbenen Fähigkeiten der Heranwachsenden von den Jugendarbeitern einheitlich erfasst werden können.

Da die Europäische Kommission es vorsieht, alle 3 Jahre einen europäischen Bericht über die Situation der Jugend vorzulegen, hat im Rahmen eines weiteren Benelux-Seminars dieses Jahres ein gegenseitiger Austausch über die in den Benelux-Ländern verwendeten Indikatoren stattgefunden. Die Ergebnisse haben allerdings aufgezeigt, dass die beteiligten Länder auch häufig die allgemeinen Kriterien und Lebensbereiche anführen, ohne diese jedoch – aus den bekannten Gründen - nach differenzierten Indikatoren darstellen zu können.

Wie in Punkt 3.1.1 bereits erwähnt, sind bei der Ausarbeitung des Qualitätssicherungssystems der Jugendhäuser Indikatoren entwickelt worden, mit denen die Prozess-, Struktur- und Ergebnisqualität der Offenen Jugendarbeit gemessen werden können. Diese Festlegung erscheint umso wichtiger, als mit der offenen Struktur der Einrichtungen jegliche Verbindlichkeiten vermieden werden.

4.2 Aktionslinie: Förderung der Aus- und Weiterbildung von Jugendforschern und -experten

Der Bologna-Prozess hat die Einführung von neuen Aus- und Weiterbildungen in der Jugendarbeit und -forschung beschleunigt. Insofern wurden in Luxemburg - insbesondere im sozialen und schulischen Bereich - grundlegende Umstrukturierungen vorgenommen:

Bachelor in Sozial- und Erziehungswissenschaften

Im Rahmen des Bologna-Prozesses wurde im Herbst 2005 der Bachelor in Sozial- und Erziehungswissenschaften an der Universität Luxemburg eingeführt. Er ersetzt die Ausbildung des graduierten Erziehers und verfolgt breitere Zielsetzungen insofern als er in der neuen Ausbildung Elemente der Sozialpädagogik, der Sozialarbeit und der Heilpädagogik integriert. Zu den Schwerpunkten der modular ausgerichteten Ausbildung gehören:

- die Analyse von Lebenssituationen unter Rückgriff auf kulturelle, soziologische, psychologische, gesundheitliche und weitere Faktoren,
- die Erfassung individueller oder kollektiver Bedürfnis- und Problemlagen, welche die Lebensqualität und Fähigkeit zur Selbstbestimmung betreffen,
- die Planung und Umsetzung individueller, gruppen- sowie gemeinwesenbezogener Interventionen,
- die Entwicklung von sozialen und erzieherischen Projekten und Maßnahmen,
- die Team- und Netzwerkentwicklung sowie interdisziplinäre Zusammenarbeit (vgl

Die Dauer bis zum Bachelor-Abschluss beträgt 6 Semester (180 ECTS-Punkte); die Ausbildung kann jedoch mit einer einjährigen Verlängerung zum Abschluss des „Assistant Social“ führen. Mit der Umstrukturierung soll die bis dato strikte Trennung zwischen Sozialarbeit und Sozialpädagogik aufgehoben werden und stattdessen ein integrativer und ganzheitlicher Ansatz angestrebt werden. Der Studiengang orientiert sich an den allgemeinen Zielsetzungen der Universität Luxemburg, das heißt, er beinhaltet die drei Prinzipien Interdisziplinarität, Verbindung von Forschung und Lehre und die Internationale Kooperation.

Die Aufnahme des Bachelor- Studienganges ist zudem mit einem obligatorischen Studienaufenthalt im Ausland verbunden. Bezweckt wird damit der Einblick in internationale sozialwissenschaftliche Studiengänge, die mögliche Verfolgung eines Studienschwerpunktes und das Kennenlernen neuer Kulturen.

Master in Evaluationsmethoden

Im Kontext eines zunehmenden Bedarfs nach Evaluation von Kompetenz- und Persönlichkeitsprofilen wurde in der Forschungsabteilung EMACS der „Master in evaluation and assessment“ eingerichtet. Die Ausbildung soll den Studenten dazu befähigen, wissenschaftliche Evaluierungen theoretisch und methodisch zu planen und durchzuführen. Im Fokus stehen insbesondere die kognitiven Fähigkeiten, die schulischen Bildungswege, die beruflichen Kompetenzen und die Persönlichkeitsdimensionen.

Master in „European Youth Studies“

Der Master in „European Youth Studies“ ist ein europäisches Projekt. Es wird von einem Konsortium von elf Universitäten getragen und von der Jugendpartnerschaft zwischen Europarat und Europäischer Gemeinschaft unterstützt. Das Curriculum bezieht sich auf Jugendforschung, Jugendpolitik und Jugendarbeit.

Der Abschluss stellt in den Bereichen Politik, Forschung und Praxis qualifizierte Humanressourcen zur Verfügung. Die Studenten sollen dazu befähigt werden, in interdisziplinären und internationalen Kontexten zu arbeiten. Sie sollen ausserdem zur Teilnahme am Dialog zwischen Wissenschaft, Politik und Praxis befähigt werden und so zur wissenschaftlichen Politikentwicklung beitragen. Die Universität Luxemburg beteiligt sich an der Entwicklung des Ausbildungskonzeptes. Das erste Ausbildungsjahr soll voraussichtlich im Herbst 2011 anlaufen.

Sensibilisierungskampagne „Warum nicht Forscher?“

Im Rahmen einer Initiative der Europäischen Kommission „Forscherinnen und Forscher in Europa 2005“ wurde in Luxemburg die Sensibilisierungskampagne „Warum nicht Forscher?“ durchgeführt. In dem Zusammenhang wurde ein Schulprojekt organisiert, in dem Forscher mit verschiedenen Aktionen das Interesse der Schüler an Forschung wecken sollten. Daneben wurde eine empirische Studie zu den Repräsentationen, Kenntnissen und Wahrnehmungen der Schüler und Studenten eingeleitet. Unter Berücksichtigung der Einflussvariablen Gesellschaft und Familie, Medien sowie Schule und Universität wurden mit teilstandardisierten Interviews und Fragebögen deren Bilder von Forschung und dem diesbezüglichen Berufsfeld hinterfragt.

5. Austausch und strukturierter Dialog

Ziel 4

Ermöglichung und Förderung von Austausch, Dialog und Netzwerken zu Verbreitung des Wissens in diesem Bereich und zur frühzeitigen Erkennung zukünftiger Bedürfnisse

In den letzten Jahren haben mehrere strukturelle und inhaltliche Entwicklungen den Dialog und den Austausch im Bereich der Jugendarbeit belebt. Als beispielsweise die Ergebnisse der ersten PISA-Studie veröffentlicht wurden, hat das verhältnismäßig schlechte Abschneiden der Schüler in dem international angelegten Leistungstest eine Diskussion über die Umstrukturierung der Schulbildung eingeleitet; gleichzeitig wurde aber auch der außerschulische Bereich in den Fokus der öffentlichen Aufmerksamkeit gestellt. Insbesondere seit dieser Debatte sind neue Aktionslinien zu erkennen, welche die Jugendarbeit als gleichberechtigter Partner neben der Schule anerkennen und die zunehmende Bedeutung dieses Sektors an die Öffentlichkeit weitergeben können. Es waren also Maßnahmen notwendig, den Dialog innerhalb der Jugendarbeit anzuregen, und darüber hinaus neue Kooperationen zwischen den unterschiedlichen Sektoren einzugehen. Diese Entwicklung lässt sich vor allem an den Bestimmungen des neuen Jugendgesetzes aber auch an dem steigenden Angebot von (inter)disziplinären Konferenzen und Workshops erkennen.

5.1 Aktionslinie: Entwicklung und Ausbau nationaler Netzwerke

Die Entwicklung und der Ausbau von nationalen Netzwerken zwischen Entscheidungsträgern, Jugendforschungsstellen, Jugendlichen und Organisationen kann an einigen Bestimmungen des neuen Jugendgesetzes festgemacht werden. Auch das Prinzip des Jugendkommunalplans ist unmittelbar an die Herstellung eines nationalen, regionalen und lokalen Netzwerkes gebunden.

Auch das kürzlich von der Universität Luxemburg eingeleitete Projekt zur Erstellung eines Handbuchs zum Sozial- und Erziehungswesen in Luxemburg ist ein wichtiger Handlungsschwerpunkt, der einen strukturieren Austausch und den Dialog zwischen unterschiedlichen Akteuren anregen kann.

Netzwerke im neuen Jugendgesetz

Im neuen Jugendgesetz ist die Netzwerkarbeit auf mehreren Ebenen zu erkennen:

Mit der Gründung eines interministeriellen Komitees wird der Grundstein für eine sektorübergreifende Zusammenarbeit gelegt.

Die Einrichtung des Jugendparlamentes gewährleistet ihrerseits eine regelmäßige Konsultierung der Jugendlichen. Das Observatorium dient in diesem Zusammenhang als Mittler zwischen Jugendlichen und Regierung und bewirkt somit die Entwicklung und Sicherung nationaler Netzwerke.

Zudem ist das Familien- und Integrationsministerium dazu verpflichtet, der Abgeordnetenkammer alle 5 Jahre einen Bericht zur Situation der Jugendlichen in Luxemburg vorzulegen. Zur Gewährleistung einer ganzheitlichen Sichtweise gibt der erste Bericht erstmalig einen Gesamtüberblick über die Lebenssituation von den 12-29-jährigen Einwohnern. Die darauffolgenden Berichte werden voraussichtlich thematische Schwerpunkte enthalten, die sich aus den jeweiligen gesellschaftlichen Rahmenbedingungen und Problemstellungen ergeben. Das CESIJE an der Universität Luxemburg wurde mit dem ersten nationalen Jugendbericht beauftragt und teilt diesen in folgende Themenstellungen auf:

1. Gesellschaftliche Rahmenbedingungen des Aufwachsens
2. Demographische Struktur Luxemburg
3. Jugendliche in ihrer Familie
4. Jugend in schulischen und außerschulischen Bildungs- und Lernprozessen
5. Arbeitsmarktintegration und finanzielle Lage der Jugendlichen
6. Jugend in multikulturellen Kontexten
7. Körperliches, geistiges und soziales Wohlbefinden
8. Lebenswelt Freizeit: Freizeitaktivitäten und Konsum
9. Jugendkriminalität und Gewalt
10. Politische Partizipation und gesellschaftliche Teilhabe der Jugendlichen
11. Werte, Lebensziele und Zukunftsperspektiven der Jugendlichen

Auf Basis der Ergebnisse soll der Bericht schließlich die zukünftigen Herausforderungen und den Handlungsbedarf aufzeigen.

Die regelmäßige Erstellung eines Jugendberichtes wird den Ausbau von nationalen Netzwerken zukünftig vorantreiben. Dementsprechend erfordert die Aktualisierung und Ergänzung von jugendspezifischen Daten eine regelmäßige Konsultierung der

unterschiedlichen Instanzen. Mit der Vorlegung des Berichtes an die Abgeordnetenkammer wird Jugendpolitik zudem weiter in den öffentlichen Fokus rücken.

Jugendkommunalplan als Netzwerkarbeit

Das prototypische Modell eines nationalen, regionalen und kommunalen Netzwerkes ist in Luxemburg der bereits erwähnte Jugendkommunalplan. Das Konzept basiert auf der direkten Interaktion zwischen den implizierten Akteuren: die Ausarbeitung von Aktivitäten, Projekten und Fortbildungen baut auf das von der Universität zur Verfügung gestellte Wissen zur Situation der Jugend in der Gemeinde auf. Insofern sind alle Akteure gefordert: so können die Jugendhäuser bestimmte Zielgruppen zu einer Teilnahme an Projekten motivieren, Jugendverbände können Fortbildungen für Jugendlichen und Jugendarbeiter organisieren und die Gemeinden und das Ministerium können die für die Durchführung benötigten Finanzen und Infrastrukturen zur Verfügung stellen.

Die Erfahrungen aus den letzten Jahren zeigen allerdings auch Herausforderungen auf, welche es in den nächsten Jahren zu bewältigen gilt: Bei den (kleineren) Gemeinden ist das Bewusstsein über den Zusammenhang zwischen der empirischen Studie und den Aktivitäten und Projekten noch nicht in dem Maße gegeben; häufig stehen die verschiedenen Etappen zusammenhanglos nebeneinander. Um jedoch den Bedürfnissen der Jugendlichen gerecht zu werden, sollten geplanten Maßnahmen auf die empirisch abgesicherten Daten zurückgreifen. Insofern ist eine verstärkte Koordination und Beratung der Gemeinden von Seiten der externen Akteure notwendig.

Handbuch des Sozial- und Erziehungswesens in Luxemburg

Die Forschungsabteilung INSIDE verfasst zwischen 2006 und 2008 ein wissenschaftliches Handbuch über das luxemburgische Sozial- und Erziehungswesen. Mit diesem Vorhaben soll das immanent vorhandene Wissen über die luxemburgische Soziale Arbeit erstmalig systematisch niedergeschrieben und somit ein grundlegendes nationales und internationales Netzwerk zwischen Entscheidungsträgern, Forschern, Jugendlichen und Organisationen geschaffen werden. Das Buch will einen Überblick zur sozialpolitischen Geschichte und zu den Feldern der Sozialen Arbeit anbieten und diesbezügliche Theorien, Methoden und Konzeptionen vorstellen. Das Feld der Jugendarbeit wird durch Aufsätze über die Geschichte der Jugendarbeit, die gesetzlichen Rahmenbedingungen, das aktuelle Handlungsfeld, die dazugehörigen pädagogischen

Arbeitsansätze und die Jugendforschung abgedeckt. Durch die Einbindung von Wissenschaftlern aus unterschiedlichen Fachbereichen und Experten aus dem Ausland werden sowohl interdisziplinäre als auch transnationale Netzwerke gewährleistet.

5.2 Aktionslinie: Diskussion zu zukünftigen Bedürfnissen und Festlegung von neuen Prioritäten und Methoden

Die oben erwähnten Netzwerke eröffnen zukünftig die Möglichkeit, die Bedürfnisse in der luxemburgischen Jugendpolitik systematisch und antizipatorisch zu erfassen:

Mit dem Inkrafttreten des neuen Jugendgesetzes werden über die bereits bestehenden Handlungslinien weitere Prioritäten hinzugefügt: neben der partizipativen Dimension betont das Gesetz auch die Bedeutung einer transversalen und auf Daten gestützte Jugendpolitik. Aufgrund der gesellschaftlichen Komplexität ist es notwendig, die Lebenswelt des Jugendlichen aus einer ganzheitlichen Perspektive zu betrachten. Insofern ist mit einer sektorübergreifenden Zusammenarbeit möglich, die Interaktionen zwischen den unterschiedlichen Lebenswelten – beispielsweise der Übergang von der Schule ins Arbeitsleben oder die Wechselwirkung zwischen Schule und Jugendarbeit - zu berücksichtigen und entsprechende Maßnahmen auszuarbeiten.

Das CESIJE hat in den letzten 10 Jahren mehrere Bereiche der Jugendarbeit empirisch erfasst und dementsprechend das Wissen und Verständnis über Jugend erheblich gesteigert. Mit Hilfe der Jugendberichte, des Jugendparlamentes und des Observatoriums können zukünftig systematischere Datensammlungen und Bedarfserfassungen durchgeführt und dadurch der Weg für die Festlegung neuer Prioritäten geebnet werden.

Der Jugendkommunalplan trägt bereits seit Ende der 90er Jahre dazu bei, die zukünftigen Bedürfnisse der lokalen Jugendpolitik zu erfassen. Zur Vermeidung einer punktuellen und einmaligen Durchführung der Maßnahme sollte jedoch vermehrt darauf geachtet werden, die Aktionspläne auf lange Sicht auszurichten: eine regelmäßige Erweiterung und Aktualisierung des Plans erleichtert die Antizipation von Bedürfnissen und die Festlegung von neuen Prioritäten. Folglich kann die Aufnahme des Instrumentes im Jugendgesetz dazu beitragen, eine entsprechende Kontinuität in den Gemeinden zu bewahren.

5.3 Aktionslinie: Sektorübergreifende Zusammenarbeit, Austausch und Dialog durch Konferenzen, Seminare und Veranstaltungen

Unter anderem wegen der PISA-Studie wurde erkannt, dass der qualitative Ausbau der Jugendarbeit, des Bildungssystems und des Arbeitsmarktes von einer interdisziplinären und sektorübergreifenden Zusammenarbeit abhängig ist. Seit der Gründung der Universität Luxemburg findet die Netzwerkarbeit häufig auf der Ebene von Konferenzen und Workshops statt; vielfach sind hier ausländische Referenten und Teilnehmer aus unterschiedlichen Fachbereichen vertreten. Viele Organisatoren bieten ihre Konferenzen mittlerweile in Zyklen an; damit sollen die Themenbereiche umfassend abgedeckt und die Wechselwirkung zwischen Grundlagen- und Anwendungsforschung gewährleistet werden. Die jährlichen Fortführungen sollen zudem die Kontinuität und die Sichtbarkeit der Ergebnisse garantieren. Nachfolgend werden die Konferenzen aufgelistet, die diese Zusammenarbeit prototypisch darstellen.

Der Bereich der Jugendforschung orientiert die Themenstellungen seiner Konferenzen und Seminare an aktuellen gesellschaftlichen Entwicklungen und politischen Rahmenbedingungen und spricht explizit Vertreter aus unterschiedlichen Berufssparten und Fachdisziplinen an:

Organising Dialogues Between Youth Field Actors Through Networking and Transsectoral Co-operation (Familienministerium, Universität Luxemburg & CESIJE 16.-18. Juni 2004)

Die Konferenz fand im Rahmen der luxemburgischen EU-Präsidentschaft 2005 statt und bezog sich explizit auf die hier behandelte Priorität „Die Jugend besser verstehen und mehr über sie erfahren“ und insbesondere auf das Gemeinsame Ziel "Austausch, Dialog und Netzwerke" zu ermöglichen und zu fördern. Die international und interdisziplinär ausgerichtete Konferenz brachte Akteure aus den drei Bereichen Jugendpolitik, Jugendarbeit und Jugendforschung um den Tisch um das "Kommunikationsdreieck" herzustellen. In Vorträgen und Workshops wurde während drei Tagen über die Möglichkeiten nachgedacht, wie Austausch, Dialog und Aufbau von Netzwerken zwischen den drei Praxisgemeinschaften besser unterstützt und strukturiert werden können.

Milmeister, M. & Williamson, H. (Hrsg.) (2006). Dialogues and networks. Organising exchanges between youth field actors. Esch/Alzette: Editions PHI, Centre d'études sur la situation des jeunes en Europe (CESIJE), University of Luxembourg.

Multiprofessionelle und interdisziplinäre Zusammenarbeit. Herausforderungen und Perspektiven für die Schule (ANCE & INSIDE; 12. – 13. Oktober 2006)

Das Symposium behandelte die Chancen und Herausforderungen einer Kooperation zwischen Schule und Jugendarbeit. Auch hier hatten Fachkräfte unterschiedlicher Berufssparten im Bildungs-, Sozial- und Erziehungswesen die Möglichkeiten einer Vernetzung von Akteuren im Umfeld von Schule und Familie erörtert. Die Themen der Veranstaltung basierten auf wissenschaftlichen Beiträgen, pädagogischen Überlegungen, dem Aufzeigen von guten Praxisbeispielen und der Erarbeitung von Maßnahmen und Empfehlungen.

Jugendarbeit als Bildungsarbeit (ANCE & INSIDE/Uni Luxemburg & SNJ; 5. März 2007)

Mit dem kontinuierlichen Ausbau von Jugendhäusern und der aktuellen Debatte über das außerschulische Lernen wurden die Bedeutung und die Anerkennung von nicht formellen Kompetenzen besprochen. Die Konferenz befasst sich mit einer Begriffsbestimmung zum nicht formellen Lernen, mit verschiedenen Konzepten bildungsorientierter Jugendarbeit und den Bildungspotenzialen in der Offenen Jugendarbeit.

Jugendforschung im Dialog (INSIDE & CESIJE Februar-Juli 2007)

Die INSIDE-Vortragsreihe an der Universität Luxemburg war ein Fachforum, in dem verschiedene Fragestellungen der Jugendforschung behandelt wurden. Sie den Forschern die Gelegenheit, ihre Arbeiten einer breiteren Öffentlichkeit zugänglich zu machen und wollte zudem durch die Teilnahme ausländischer Referenten die Bedeutung einer internationalen Ausrichtung der Jugendforschung hervorheben. Schließlich sollte der Dialog zwischen den unterschiedlichen Akteuren – Jugendforscher, Jugendpolitiker, Jugendarbeiter – gefördert werden. Behandelt wurden unter anderem die Jugendberichterstattung, Jugendszenen, das Kommunikationsdreieck im Jugendbereich sowie Jugend und Religion.

Milmeister, M. & Willems H.(Hrsg.) (2008): Jugendforschung im Dialog. Beiträge der INSIDE-Vortragsreihe 2007 zur Jugendforschung. Luxemburg: Universität Luxemburg.

Sommer-Universität über die Rechte des Kindes (Familien- und Integrationsministerium & Universität Luxemburg & Internationales Institut der Rechte des Kindes & Institut Universitaire Kurt Bösch 2007)

Die Fortbildung und Konferenzreihe findet zwischen 2006 und 2009 einmal jährlich jeweils abwechselnd in der Schweiz und Luxemburg statt. Inhaltlich befasst sie sich mit der Mitbestimmung des Heranwachsenden in juristischen Angelegenheiten und bei der Heimeinweisung, mit der Partizipation im Familien- und sozialen Leben sowie in Schule und Politik.

Ferring, D. & Hanson, K. & Majerus, M. & Schmit, C. & Zermatten, J. (Hg.) (2008): Les droits de l'enfant: Citoyenneté et participation. Actes des conférences de l'école d'été 2007. Luxembourg : uni.lu.

Im Bildungsbereich wurden im Kontext der Reformbemühungen des Schulsystems mehrere Konferenzen und Workshops angeboten. Über die inhaltlichen Aspekte der Lehrpläne hinaus behandelten diese auch die außerschulischen Variablen, welche die Leistungen und das Verhalten der Schüler beeinflussen:

L'avenir de l'école luxembourgeoise: « la place de l'école dans la société luxembourgeoise de demain » (EMACS/Uni.lu ; Februar – Dezember 2008)

Die Forschungsabteilung EMACS organisiert seit Februar dieses Jahres eine Konferenz- und Diskussionsreihe über die Stellung und Bedeutung der Schule in der heutigen und zukünftigen Gesellschaft. Es werden sowohl empirische Ergebnisse zu verschiedenen Aspekten des Schulsystems – z.B. der Umgang mit der Heterogenität der Schüler; die Position der Eltern in der Schullaufzeit - als auch neue Innovationen und Praxisbeispiele - z.B. Qualitätsentwicklungsmaßnahmen - vorgestellt.

Weitere interdisziplinär ausgerichtete Konferenzen wurden im Bereich Anti-Diskriminierung (Internet und Gender) organisiert:

LuSI Day 2007 (Telindus & Henri Tudor & Kanner Jugendtelefon; 8. November 2007)

„Luxemburg Safer Internet“ (LuSI) ist ein nationales Projekt zur Sensibilisierung von jungen Menschen für die Gefahren und Risiken, die mit der Nutzung von Internet und anderen Kommunikationsmedien einhergehen. Der erste „LuSI Day 2007“ wurde als wissenschaftlich orientierte Konferenz und Workshop organisiert, in der wiederum verschiedene Akteure - Pädagogen, Psychologen, Soziologen, Informatiker, Politiker, Lehrer und Eltern – zusammenwirken. Die Themen behandelten den aktuellen Stand und die Herausforderungen der neuen Medien, die damit verbundenen Gefahren sowie die Möglichkeiten der Vorbeugung und des Schutzes.

Geschlechterverhältnisse: gestern – heute – morgen (IPSE/Uni.lu; 20. November 2006)

Die Workshops behandelten neben allgemeinen Aspekten der Genderforschung jugendspezifische Themenstellungen aus den Bereichen Schule, Arbeitsmarkt und Gesundheit: Welche Möglichkeiten von Geschlechtergerechtigkeit gibt es im schulischen Feld? Welche Potenziale stecken im Girl's Day? Welche Bedeutung haben Körper und Geschlecht bei der Eingliederung in die Gesellschaft?

Es ist zu erkennen, dass die Konferenzen häufig interdisziplinär ausgerichtet sind. Zur ganzheitlichen Förderung der Heranwachsenden sind die Schulen vermehrt auf die Unterstützung der außerschulischen Einrichtungen angewiesen. Umso wichtiger wird es zukünftig sein, die sektorübergreifende Zusammenarbeit auf der Ebene der Konferenzen weiterzuverfolgen und den zukünftigen Handlungsbedarf auszuarbeiten.

6. Bewertung der Instrumente EKCYP und EUNYK

Im Auftrag der Luxemburger Regierung vertreten Mitarbeiter des CESIJE Luxemburg im EKCYP-Korrespondenten-Netzwerk und im EuNYK-Netzwerk. Die Zielsetzungen beider Instrumente bestehen darin, den Dialog zwischen Jugendpolitik, Jugendarbeit und Jugendforschung anzuregen, das Wissen über Jugend systematisch zu dokumentieren und bewährte Praxisbeispiele innerhalb der europäischen Union festzuhalten.

In den ersten Jahren hat EKCYP sicher unter Anfangsschwierigkeiten gelitten: die anfängliche Datensammlung und Dateneingabe sind recht mühsam und zeitaufwändig. Die Weiterentwicklung des Instrumentes aber wird sicher eine verstärkte Kooperation zwischen Jugendpolitik, Jugendarbeit und Jugendforschung bei der Sammlung und Validierung der Daten mit sich bringen. Es sind erste Schritte unternommen worden, Synergien herzustellen zwischen der Erstellung der EKCYP-Wissensbasis und der Ausarbeitung des ersten Luxemburger Jugendberichts. Der Aufbau eines umfassenden Netzwerkes, das in die Datenbeschaffung für das EKCYP einbezogen werden kann, ist in Planung.

Beim Netzwerk EuNYK können wegen der relativ rezenten Gründung noch keine eindeutigen Schlussfolgerungen gezogen werden.

7. Herausforderungen bei der Umsetzung der gemeinsamen Zielsetzungen

Die Entwicklungen in der luxemburgischen Jugendforschung zeigen auf, dass Luxemburg zielstrebig auf die Erreichung der gemeinsamen Zielsetzungen hinsteuert. Die meisten der anvisierten Prioritätsbereiche des Jugendsektors wurden – einige mehr, einige weniger – von unterschiedlichen Akteuren und Institutionen aufgegriffen, untersucht oder ergänzt. Auf der Basis vieler Forschungsarbeiten, Ergebnisse und Empfehlungen wurden zudem von den zuständigen Ministerien Aktionspläne für die nächsten Jahre aufgestellt.

Nichtsdestotrotz sind in der nationalen Jugendpolitik noch Lücken und Potenziale vorzufinden, welche es in den nächsten Jahren aufzugreifen gilt.

Im Folgenden werden – mit Blick auf die 4 gemeinsamen Ziele – Schlussfolgerungen gezogen und Handlungsvorschläge angeführt mit denen ein konstanter Überblick über Jugendfragen erreicht werden kann.

7.1 Herausforderungen bei Ziel 1 und 2

Die Erfahrungen und empirischen Untersuchungen der letzten Jahre - zum Beispiel bei der ehrenamtlichen Arbeit, dem Jugendkommunalplan und den politischen Wahlen - ergeben, dass Jugendliche am gesellschaftlichen Leben teilhaben wollen, sich allerdings einer neuen Form von Partizipation zuwenden: sie verlegen sich vermehrt auf eine punktuelle Teilhabe, bei der sie situativ und kurzfristig über ihr Engagement entscheiden können. Hier zeigt sich der Bedarf, die Gründe für ihre Entscheidungen zu erfassen – und vor allem im Hinblick auf die europäischen Wahlen – eine Strategie zu entwickeln, die zu einer kritisch-konstruktiven Einstellung zum politischen Geschehen führen kann. Die punktuellen Studien zur Jugendpartizipation zeigen bereits wichtige Statistiken auf, welche als Grundlage für weitere Maßnahmen verwendet werden können: anhand soziodemographischer Daten, Angaben zur Intensität und Art der Teilnahme kann die Evolution von Jugendpartizipation – sowohl auf politischer als auch auf gesellschaftlicher Ebene - erfasst und somit Pfade für neue Vorgehensweisen bei der Sensibilisierung der Jugendlichen gelegt werden.

Die Evaluationsergebnisse der Kampagne „All verschidden, all d’selwecht“ haben unter anderem aufgezeigt, dass die Nachhaltigkeit und die Wirkungen der Projekte verbesserungswürdig sind

(vgl. Steffgen & Knell & Wimpfheimer 2007, S. 13ff) insofern besteht auch hier die Notwendigkeit, die zukünftigen Projekte methodisch zu begleiten und regelmäßig Empfehlungen und Aktionspläne auszuarbeiten. Insbesondere die Aktivitäten der nationalen Jugendkonferenz und die Einführung eines Jugendparlaments sind wichtige Anhaltspunkte, um die Teilhabemöglichkeiten der Jugendlichen zu erhöhen und einen konstanten Überblick über die Anliegen der Jugendlichen zu schaffen. Auf lokaler Ebene schließlich ist der Jugendkommunalplan eines der zentralen Instrumente der punktuellen Teilhabe. Um die Anzahl der teilhabenden Jugendlichen zu erhöhen sind jedoch regelmäßige Evaluationen und Konzeptentwicklungen notwendig.

In der Untersuchung zum Ehrenamt (3.3.1) werden konkrete Empfehlungen zum zukünftigen Forschungsbedarf angeführt: es bestehe dementsprechend die Notwendigkeit, die ausgearbeiteten Konzepte der Freiwilligenarbeit anhand von quantitativen Ermittlungen zu verifizieren beziehungsweise mittels qualitativer Studien zu erweitern. Darüber hinaus könnten weiterführende Studien die Sichtweise der Jugendorganisationen und der Gesellschaft sowie die Interaktion zwischen den unterschiedlichen Ebenen – Jugendliche und Organisationen – beleuchten. Als wichtig empfunden wird auch die Durchführung von Langzeitstudien, in der die individuellen Verläufe der ehrenamtlichen Arbeit rekonstruiert werden. Um eine Verbindung zur Praxis herzustellen, wird schließlich darauf hingewiesen, dass eine entsprechende Forschung im sozialen Kontext stattfinden muss; die Zusammenarbeit zwischen Jugendarbeit, Jugendforschung und Jugendpolitik ist somit zukünftig gefordert.

Die Teilnahme am Pilotprojekt zur Anerkennung nicht formeller Kompetenzen (3.3.2) war bis dato auf einige Jugendorganisationen beschränkt. Da in naher Zukunft die anderen Jugendorganisationen mit einbezogen werden, war eine externe Evaluation – insbesondere im Hinblick auf die Handhabung des Instrumentes – sinnvoll. Zudem wird aktuell innerhalb einer Steuerungsgruppe an weiteren Verbesserungen des Konzeptes gearbeitet: beispielsweise werden die Kriterien bei der Definition von Kompetenzen differenziert ausgearbeitet und erweitert. Dies ist umso notwendiger, als die hohen und ständig wachsenden Ansprüche des Arbeitsmarktes eine beständige Neubestimmung und Ausdifferenzierung der Kompetenzen erfordert. Aufgrund der Betonung des nicht formellen Lernens im neuen Jugendgesetz stellt sich weiter die Frage, inwieweit die Zertifikate für die Berufsbiographie des Einzelnen von Bedeutung sind und welchen Einfluss dieselben auf die Eingliederung in den Arbeitsmarkt haben. In diesem Zusammenhang sind Langzeitstudien erstrebenswert, welche die biographischen Lebensläufe der Jugendlichen verfolgen. Die hiermit notwendige Kooperation zwischen dem Jugend-, Bildungs-

und Arbeitsbereich könnte dementsprechend die Umsetzung einer transversalen Jugendpolitik erleichtern.

Der Prioritätsbereich Unternehmergeist (3.3.5) befindet sich in der Jugendforschung noch in den Anfängen. Mit der 2005 gegründeten Asbl „Jonk Entrepreneuren“ sind jedoch Potenziale entstanden, mit denen entsprechende Forschungsansätze in die Wege geleitet werden könnten. Die Organisation kann mittels Projekten mit Jugendlichen eine Verbindung zwischen dem Bildungswesen und der Wirtschaft herstellen und dementsprechend den Unternehmergeist bei der luxemburgischen Jugend wecken und ausbauen.

Im Bildungswesen (3.4.4) zeigen die angelaufenen und geplanten Reformen die Anpassungen der Curricula an die aktuellen gesellschaftlichen Rahmenbedingungen beispielhaft auf. Gestützt auf den Ergebnissen der Studien, werden in den folgenden Jahren unter wissenschaftlicher Begleitung zahlreiche Pilot-Projekte und Qualitätssicherungsmaßnahmen realisiert. Die Komplementarität zwischen schulischer und außerschulischer Bildung wird bis dato vor allem auf der Projektebene umgesetzt, durch zahlreiche Kooperationen die das Service National de la Jeunesse mit Schulen eingeht. In Zukunft wird diese Zusammenarbeit institutionell verankert werden durch den neu geschaffenen interministeriellen Ausschuss für jugendpolitische Fragen.

Zum Prioritätsbereich Kreativität“ wurde zwischen 1999 und 2005 vom CEPS/INSTEAD eine breit angelegte Studie über die kulturellen Aktivitäten (z.B. die Lesegewohnheiten oder der Besuch von kulturellen Veranstaltungen) der luxemburgischen Einwohner durchgeführt.

So wurden 2004 eigens in einer Untersuchung die kulturellen Gewohnheiten der Jugendlichen analysiert. Seitdem wurden keine weiteren Studien und Projekte vorgenommen, mit denen eine Entwicklung dieser Gewohnheiten nachvollzogen werden kann¹⁹.

Allerdings haben die Programmevaluationen der Europäischen Projekte „Jugend in Aktion“ und „Alle verschieden, alle gleich“ die kulturellen und kreativen Aktivitäten der Jugendlichen in den Blick genommen. Hier wurden aber zuvorderst die Perspektiven der Organisatoren und weniger die der Jugendlichen in den Blick genommen. Erstrebenswert sind hier vertiefende Forschungsarbeiten, in denen die kulturellen Bedürfnisse der Jugendlichen unmittelbar erfragt werden.

¹⁹ CEPS /INSTEAD (2004) : Les pratiques culturelles des jeunes. PSELL-3. Luxemburg : Ministère de la Culture de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

7.2 Herausforderungen bei Ziel 3

Die Entwicklung von Selbstevaluationskonzepten, das steigende Angebot an entsprechenden Aus- und Fortbildungen und die Verankerungen in den Gesetzestexten (Jugendgesetz, Gesetzesprojekt SCRIPT) haben den Bereich der Qualitätssicherung in den letzten Jahren vorangetrieben. Die Bemühungen finden sowohl im Rahmen der schulpolitischen Reformbestrebungen statt, als auch im Rahmen der außerschulischen Bildung. Die außerschulische Jugendarbeit steht nun vor der Herausforderung, den Qualitätssicherungsprozess als integralen Bestandteil im Arbeitsprozess der Jugendarbeiter fest zu verankern. Mit einer verpflichtenden Teilnahme an Fortbildungen könnten die Mitarbeiter dazu befähigt werden, hochwertige Qualitätssicherungsprojekte zu erstellen und demzufolge die Relevanz und Vergleichbarkeit der jugendspezifischen Daten zu steigern.

Mit der Evaluation der Pfadfinderverbände stellt sich die Herausforderung, auch die anderen Jugendverbände (Jugendfeuerwehr, Jugendclubs, Sportvereine usw.) für die Teilnahme an entsprechenden Qualitätsentwicklungsprojekten zu motivieren. Da auch hier hohe Fluktuationen bei den Mitgliedern festzustellen sind, könnten entsprechende Projekte die Erfolgsrate und die Bekanntheit der Verbände steigern.

Bei der Realisierung empirischer Studien ist speziell für Luxemburg folgende Besonderheit zu berücksichtigen:

Wegen der heterogenen Sprachsituation in Luxemburg ist es wichtig, in den Forschungsdesigns die Sprachvariable zu berücksichtigen. Da ein hoher Bedarf an Erkenntnissen zur Integration von Migranten besteht, muss der sprachliche Zugang zu den Erhebungsmethoden und den Veröffentlichungen gesichert sein. Häufig fokussieren Jugendstudien und Projekte Subgruppen, welche nur schwer erreichbar sind (beispielsweise sozial benachteiligte Jugendliche); umso wichtiger ist es, ihnen den Einstieg durch eine entsprechende Abstimmung zu erleichtern. So gewährleistet bereits die in Luxemburg durchgeführte PISA-Studie einen zweisprachigen Zugang.

Bei der Entwicklung von Indikatoren zur Situation der Jugend ist es schließlich erstrebenswert, einheitliche Kriterien zu finden, mit denen die Lebenswelt der Jugendlichen erfasst werden kann. Die bereits erwähnten Schwierigkeiten verdeutlichen die Komplexität des Vorhabens. Mit der regelmäßigen Erstellung von Jugendberichten und den internationalen Vergleichen könnten jedoch schrittweise Normen entstehen, die eine standardisierte Vorgehensweise bei der Herstellung von Wissen über das Jugendbereich gewährleisten kann.

7.3 Herausforderungen bei Ziel 4

Die im Rahmen der EU-Präsidentschaft stattgefundenene Konferenz „Organising Dialogues Between Youth Field Actors Through Networking and Transsectoral Co-operation“ (5.3) im Juni 2005 hat den Diskurs und den Austausch zwischen Jugendarbeit, Jugendforschung und Jugendpolitik verstärkt.

Wegweisend ist auch die Einführung des neuen Jugendgesetzes. Wegen seiner sehr rezenten Einführung können zurzeit noch keine Schlussfolgerungen über dessen Wirkungen gezogen werden. Allerdings wurde in diesem Bericht ersichtlich, dass sich sein Inhalt an den europäischen Richtlinien orientiert und damit die Potenziale vorhanden sind, um eine nachhaltige und wissenschaftsbasierte Jugendpolitik realisieren zu können.

Ein wichtiges Potenzial liegt in diesem Kontext in der Erstellung nationaler Jugendberichte. Die ganzheitliche Erfassung der Lebenswelt des Jugendlichen bildet die Basis, um den Austausch zwischen den verschiedenen Pfeilern zu sichern und einen konstanten und systematischen Überblick über jugendspezifische Themen zu schaffen.

Die Rolle des nationalen Jugendberichtes als einer der Bezugspunkte des fünfjährigen jugendpolitischen Aktionsplanes der Regierung sowie das Einsetzen eines „Observatoire de la Jeunesse“ als des Zusammenspiels zwischen Jugendforschern und Politikverantwortlichen, werden eine bestmögliche Verzahnung von Jugendpolitik und Jugendforschung gewährleisten.

Mit der Umsetzung des Jugendkommunalplanes ist es zudem möglich, eine Wechselwirkung zwischen lokalen und nationalen Daten zur Situation der Jugend herzustellen. Aus den jeweils charakteristischen Bestandsaufnahmen und Bedürfnissen in den Gemeinden und Regionen können sich neue Themenstellungen ergeben, die auf nationalem Niveau aufgenommen und dort für vertiefende und neue Fragestellungen verwendet werden können. Umgekehrt gelten auch nationale Fragestellungen als Anhaltspunkte für die Realisierung einer jugendgerechten Gemeindepolitik.